

FONDS DE COHERENCE POUR LA STABILISATION

RAPPORT ANNUEL 2023



CONTRIBUTEURS



ORGANISATIONS PARTICIPANTES DES NATIONS UNIES



FONDS CONTRIBUTEUR



ACRONYMES

AAP	Aide et action pour la paix
ACIAR	Appui à la communication interculturelle et l'auto-promotion rurale
ADF	Forces démocratiques alliées (Allied Democratic Forces)
AG	Agent de gestion
AGR	Activité génératrice de revenus
ASP	Action Solidaire pour la Paix
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
CAN	Conseil d'Administration National
CCP	Comité de Coordination Provincial (comité de pilotage pour OIM)
CCRCC	Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers
CODECO	Coopérative pour le Développement du Congo
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CSH	Conflict Sensitivity Hub d'International Alert
ETD	Entités territoriales décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCDO	Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FOMI	Forum des Mamans de l'Ituri
FRPI	Force de résistance patriotique d'Ituri
FPIC	Front Patriotique et Intégrationniste du Congo
FPS	Femmes, Paix et Sécurité
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
ISSSS/I4A	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation de la RDC
KUA	Kujitegemea actions RD Congo
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
MUSO	Mutuelles de Solidarité
M23	Mouvement du 23 mars
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (UN Peacebuilding Fund)
P-DDRCS	Programme national de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PMO	Partenaires de Mise en œuvre
POP	Plan Opérationnel Provincial de P-DDRCS
PNC	Police Nationale Congolaise
RBF	Financement basé sur les résultats (Results-Based Financing)
RRR	Retour, Réintégration et Relèvement socio-économique
RSASG-CR/CH	Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général, Coordinateur Résident et Humanitaire
SMS	Système de suivi de la stabilisation (Stabilization Monitoring System)
SOFAD	Solidarité des femmes activistes pour la promotion et la défense des droits
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
UCADI	Unir pour la cohabitation, l'autopromotion et le développement intégré
XC	Ex-combattant
ZOA	Zuid Oost Asie

CONTENU

Acronymes	3
INTRODUCTION	5
IMPACT GLOBAL DU FONDS.....	5
APERÇU DE LA PROGRAMMATION	7
ÉVOLUTION DU CONTEXTE	7
COORDINATION	8
PROJETS CLÔTURÉS.....	9
1. APPUI A LA COHÉSION SOCIALE ET LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS AFFECTÉES PAR LA FORCE DE RÉSISTANCE PATRIOTIQUE D'ITURI (FRPI)	9
2. UDONGO NA UFAGAJI KWA AJILI YA AMANI (UJAMAA)	11
3. ENSEMBLE POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX AU SUD KIVU (ESPASK)	12
PROJETS EN COURS.....	14
1. MUDA WA AMANI (LE TEMPS POUR LA PAIX).....	14
2. INITIATIVES PILOTES POUR APPUYER LE P-DDRCS DANS LA RÉINSERTION DES XC DANS LES ZONES PRIORITAIRES DE L'ITURI, NORD-KIVU ET SUD-KIVU	19
CONCLUSION.....	28
RAPPORT FINANCIER.....	29
INTRODUCTION	29
APERÇU FINANCIER DE 2023.....	29
1. SOURCES, UTILISATIONS, ET LE SOLDE DES FONDS.....	29
2. LES CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS.....	30
3. INTÉRÊTS PERÇUS	30
4. TRANSFERTS DE FONDS	31
5. DEPENSES ET TAUX D'EXECUTION FINANCIERE	32
6. RECOUVREMENTS DES COÛTS	33
7. TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ	33
8. COÛTS DIRECTS.....	34

INTRODUCTION

Le Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS) a été créé en 2015 pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS) en République démocratique du Congo, afin de contribuer aux processus de stabilisation dans les zones de l'est les plus touchées par le conflit. Le FCS a reçu des contributions d'un montant total de 86,6 millions de dollars américains de la part du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suède, des Pays-Bas, de la Norvège et du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF). En 2021, pour donner suite à des changements importants dans le contexte institutionnel, politique et militaires liées à la stabilisation, la RDC a développé une nouvelle stratégie nationale de réduction de la violence et de prévention des conflits, le « Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation » (P-DDRCS).¹

Avec cette nouvelle initiative du P-DDRCS, une opportunité stratégique de renforcer la paix et la stabilité dans l'est de la RDC s'est présentée. Le nouveau programme signale une forte volonté politique en faveur des négociations de paix et de la réintégration des membres des groupes armés dans la vie civile au sein des communautés, après l'absence d'un programme national rigoureux de DDR pendant plusieurs années. En 2022, la stratégie du Programme de Démobilisation, Désarmement, et Réintégration Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) a été adoptée, remplaçant ainsi l'ISSSS dont l'expiration était prévue pour la fin de la même année. Deux évaluations du Fonds de Consolidation de la Paix (FCS) menées la même année ont confirmé que ce fonds continuait de jouer un rôle crucial en tant qu'outil multilatéral pour soutenir les processus de stabilisation en République démocratique du Congo (RDC). Ces évaluations ont également souligné la nécessité d'apporter quelques améliorations et mises à jour au FCS pour le rendre plus efficace, en prenant en compte les leçons apprises et les évolutions du contexte..² Depuis lors, le fonds a été réorienté afin de devenir un instrument catalytique pour soutenir le P-DDRCS, contribuant ainsi à faire progresser le programme national dans un contexte difficile où les initiatives politiques existantes en faveur de la paix n'ont pas réussi à prendre de l'ampleur ni à résoudre les problèmes liés aux groupes armés. Dans le contexte de la transition, un instrument flexible comme le FCS apporte une valeur ajoutée, en permettant à la MONUSCO de mieux prioriser les investissements et à coordonner efficacement ses actions.

Pour donner suite aux décisions stratégiques prises lors de la réunion du CAN le 15 décembre 2022 qui redéfinissent la portée, la structure de gouvernance et d'administration du fonds, le secrétariat technique a travaillé en 2023 en étroite collaboration avec les instances nationales et provinciales du P-DDRCS pour mettre en œuvre les résolutions des 10ème et 11ème réunion du CAN. Cela englobe plusieurs initiatives, dont un projet de 6 millions de dollars mis en œuvre par l'OIM pour soutenir le P-DDRCS dans la réinsertion des combattants démobilisés dans trois provinces (Ituri, Nord et Sud Kivu). De plus, de nouveaux termes de référence et un manuel d'opérations ont été élaborés pour refléter la nouvelle orientation stratégique du fonds, tenant compte des enseignements tirés de la phase précédente. Un projet d'« agent de gestion » et un projet d'« Appui au Secrétariat Technique » ont été développés pour être mis en œuvre par l'UNOPS en tant que nouvel agent de gestion du fonds. Enfin, la deuxième phase du projet « Muda Wa Amani » est en cours de développement. Les nouveaux documents statutaires et les projets élaborés au cours du second semestre 2023 devraient être mis en vigueur et exécutés en 2024.

IMPACT GLOBAL DU FONDS

En 2023 cinq projets ont été exécutés au total ; trois de ces projets totalisant *9,2 millions de dollars USD* ont été complétés au premier trimestre. Les deux autres projets totalisant *8,7 millions de dollars USD*, en cours tout au long de 2023, ont été

¹ À la suite de la publication de l'ordonnance 21/038 du 04 juillet 2021 portant la création du P-DDRCS et l'absorption du STAREC et UEPNDDR, la stratégie nationale du P-DDRCS a été publiée 4 avril 2022.

² Les deux évaluations réalisées en 2022 étaient 1) une évaluation externe du fonds réalisée par un partenaire contractuel : « Évaluation Externe du Fonds de Cohérence Pour la Stabilisation (FCS) », juin 2022, et 2) une évaluation stratégique initiée par le FCDO : « Révision Stratégique du soutien à la stabilisation en République Démocratique du Congo, 23 octobre 2022, version française / « Strategic Review of Stabilisation Support in DRC », 7 November 2022, version anglais. Toutes deux été finalisés au dernier trimestre 2022.

mis en œuvre au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri. En 2023, l'impact global du fonds est principalement évalué à travers les résultats combinés des deux projets en cours menés par l'OIM et l'HEKS-EPER. En dehors de ces projets, l'année 2023 a été marquée par la restructuration du Fonds, notamment par la réorientation de ses objectifs en lien avec la nouvelle approche du P-DDRCS. Ainsi cette période de transition n'a pas permis une évaluation exhaustive des effets du Fonds. Cela comprend également la refonte du système de Suivi & Évaluation (S&E), afin qu'il soit plus adapté à la nouvelle orientation stratégique et aux particularités programmatiques du P-DDRCS. La note conceptuelle sur le nouveau système de S&E a déjà été élaborée et discutée par le CAN, mais le nouveau système sera développé davantage et mis en œuvre en 2024. Une fois la prochaine phase de programmation mise en œuvre, des outils seront aussi mis en place pour mieux analyser l'impact global du fonds dans sa nouvelle itération.

Trois projets ont été finalisés au cours du premier trimestre 2023, chacun d'eux est détaillé dans le rapport annuel précédent du FCS. Le projet de l'OIM a apporté un soutien aux communautés affectées par le FRPI, en mettant l'accent les jeunes à risque. Cela a conduit à une meilleure résilience économique pour les jeunes de la région et a stimulé l'économie locale. De plus, les trois ponts construits dans le cadre du projet ont favorisé l'ouverture des routes et ont stimulé les échanges économiques. Le projet ZOA a soutenu la résolution des conflits fonciers notamment ceux liés à la transhumance, dans les zones de Walungu, d'Uvira et de Fizi. Il a joué un rôle crucial dans l'implication des communautés et des autorités coutumières dans l'élaboration de solutions, favorisant une participation plus active des femmes dans les processus de paix. De plus, le projet a contribué à améliorer le fonctionnement des mécanismes fournissant des services fonciers tels que les brigades. Le projet de Cordaid a constitué une fondation pour une coordination soutenue entre les autorités territoriales, les ETDs, la PNC, et les forces de sécurité ainsi qu'avec les jeunes, les femmes et la société civile dans les zones d'Uvira, de Fizi et de Mwenga. Cela a permis de résoudre les conflits coutumiers persistants et d'améliorer considérablement les services de sécurité dans ces zones.

Les projets exécutés l'OIM et de l'HEKS-EPER visent à s'attaquer aux causes profondes des conflits et à la dynamique des groupes armés qui constituent la plus grande menace à la stabilité dans l'Est. À cette fin, et à travers un processus participatif et inclusif, les projets ont été développés ou ajustés pour assurer un effet transformatif axé sur le changement des comportements et/ou des pratiques. Ils soutiennent le renforcement des capacités des résolutions pacifiques des conflits, l'élaboration de plans d'action communautaires pour la paix et la stabilité tout en fournissent un soutien stratégique à l'opérationnalisation des activités de réinsertion socio-économiques avec, pour et par les communautés. Les projets ont abouti à plusieurs résultats significatifs. Tout d'abord, ils ont facilité l'établissement ou le renforcement de 23 structures de dialogues, dont 12 ont été pérennisées grâce à des activités génératrices de revenus. De plus, ils ont contribué à la résolution pacifique de 43 conflits locaux. Les projets ont contribué à un renforcement visible de la cohésion sociale en aidant les communautés à acquérir une vision et un plan d'action commun pour renforcer la paix et la stabilité commune dans les zones de Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo.

Pour favoriser la réinsertion des ex-combattants, les deux projets soutiennent au total 3 766 bénéficiaires via la création de l'emploi dans des activités HIMO qui ont été conçues par les communautés, parmi lesquels 1 226 sont des ex-combattants et 2 550 sont des membres de la communauté (dont 39 % sont des femmes et 45% jeunes à risque). Cela a permis d'injecter un montant total de 671 844 USD directement dans les économies locales et la réhabilitation 150 kilomètres de routes secondaires y compris les desserts agricoles qui contribuent visiblement au désenclavement économique et social des communautés. Afin d'assurer la durabilité des dividendes acheminés à travers les HIMO, les projets ont un total de 199 bénéficiaires, dont 90 ex-combattants, ont reçu une formation professionnelle dans trois centres professionnels situés à Kikuku, Buleusa et Luofu. De plus, un grand centre de formation professionnelle a été construit à Miriki par le projet en 2023. Cette infrastructure soutiendra les futures phases de programmation du FCS, tout en facilitant la coordination avec d'autres partenaires qui appuient la programmation du P-DDRCS.

Le renforcement de niveau de confiance local dans le P-DDRCS représente un majeur résultat dans les localités où les deux projets ont opérés. L'augmentation de l'intérêt des membres de la communauté et des combattants démobilisés en 2023 à participer aux activités du projet suggère qu'ils ont gagné une confiance dans le processus du P-DDRCS, ainsi que dans les formes spécifiques de soutien apportées par le projet au P-DDRCS. C'est un progrès significatif, bien qu'il soit évident qu'il faut intensifier les efforts pour communiquer efficacement sur la programmation et continuer à promouvoir l'engagement des communautés. La confiance dans le P-DDRCS représente un facteur clé dans le désengagement des groupes armés de la violence armée et le retour dans la vie civile. C'est également essentiel pour assurer une adhésion

irréversible à la paix et à la stabilité à l'est de la RDC. Les deuxièmes phases des projets, en cours d'opérationnalisation, devront se focaliser sur la capitalisation des acquis de la première phase à travers une orientation plus axée sur les priorités de la réintégration et la stabilisation communautaire.

APERÇU DE LA PROGRAMMATION

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des projets du FCS en cours en 2023

ZONE/S DE MIS EN ŒUVRE	MPTF-O IDENTIFICATION	MONTANT	PARTENAIRES	DATES
Nord Kivu <ul style="list-style-type: none"> Sud-Lubero/Nord-Bwito Walikale 	<u>00131367</u> Muda wa Amani (Temps pour la paix)	2 701 519 USD	Lead : HEKS/EPER Autres : AAP, ASP	1 juin 2022 – 31 mai 2024
Nord Kivu <ul style="list-style-type: none"> Ville et territoire de Beni Sud Kivu <ul style="list-style-type: none"> Territoire Uvira Territoire Hauts plateaux Ituri <ul style="list-style-type: none"> Irumu 	<u>00140118</u> Initiatives pilotes pour appuyer PDDRCS dans la réinsertion des ex-combattants dans les zones prioritaires de l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu	6 000 000 USD	Lead : OIM Autres : KUA, UCADI, FOMI, ACIAR	15 mars 2023 – 14 juin 2024

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des projets du FCS clôturés opérationnellement en 2023

ZONE/S DE MIS EN ŒUVRE	MPTF-O IDENTIFICATION	MONTANT	PARTENAIRES	DATES
Ituri <ul style="list-style-type: none"> Territoire de Sud-Irumu 	<u>00121338</u> Appui à la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique d'Ituri (FRPI)	3.470 544 USD	Lead : OIM Autres : Trocaire, Caritas	15 sept 2021 – 15 mars 2023
Sud Kivu <ul style="list-style-type: none"> Plaine de la Ruzizi Moyen Plateaux d'Uvira Haut plateaux d'Uvira 	<u>00124131</u> Udongo Na Ufagaji Kwa Ajili Ya Amani (UJAMAA)	2 915 982 USD	Lead : ZOA Autres : PSVS, KUA	1 nov. 2020 – 30 avril 2023
	<u>00123982</u> Ensemble pour la sécurité et la Paix au Sud Kivu (ESPASK)	2 808 000 USD	Lead : Cordaid Autres : VNGI, GASAP, CDJP, SOFIBEF	oct. 2020 – mai 2023

ÉVOLUTION DU CONTEXTE

L'année 2023 été dominée politiquement par les préoccupations électorales, avec ses différentes phases d'enrôlement des électeurs, la convocation de l'électorat et la tenue des scrutins. Pour ce quatrième cycle électoral, quatre scrutins ont été organisés, et les Congolais/es ont été invités/ées à élire le président de la République, les députés nationaux, les députés provinciaux et les conseillers municipaux le 20 décembre 2023. Malgré les retards engendrés par la période électorale, et certaines tensions/irrégularités, qui ont parfois entravé les activités, les élections de décembre 2023 ont constitué une étape importante dans l'expression de la démocratie en la République démocratique du Congo.

La persistance de l'insécurité dans l'Est de la RDC est liée à la présence des groupes armés, qui représentent l'un des principaux défis pour instaurer des conditions propices pour plus de cohabitation pacifique et à la mise en place d'alternatives durables à l'emploi des civils, en particulier des jeunes. Alors que l'état de siège est toujours en vigueur dans le Nord-Kivu et l'Ituri depuis mai 2021, les FARDC et leurs opérations conjointes avec des forces alliées (forces régionales, MONUSCO) n'ont pas encore réussi à arrêter les activités continues des groupes armés dans ces provinces.

Les opérations du M23 dans le territoire de Rutshuru et leur expansion vers le territoire de Masisi et jusqu'à Walikale ont exacerbé l'instabilité de manière générale, et ont spécifiquement transformé le Petit Nord en un foyer de vives tensions diplomatiques entre la RDC et le Rwanda. Bien que le gouvernement ait discuté de la levée définitive de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, lors du dialogue organisé à Kinshasa en août, aucune décision n'a encore été prise sur cette question. Cette décision préconise le rétablissement de l'autorité civile dans les entités territoriales décentralisées et déconcentrées, déjà sécurisées et sous le contrôle des Forces armées de la RDC, mais la situation militaire reste précaire et le territoire du Petit Nord demeure sous le contrôle plus large du M23.

Parmi les conséquences de cette crise qui a resurgi il y a près de deux ans (depuis la prise de Bunagana par le M23 le 13 juin 2022), la RDC est confrontée à l'une des plus importantes crises humanitaires et de déplacement interne au monde, avec environ 7 millions de personnes déplacées, dont 81% (soit 5,6 millions) se trouvent au Nord-Kivu. Cette crise a également un impact considérable sur l'économie de la ville et de la province en général, car de nombreuses zones de production agricole et la plupart des voies d'approvisionnement sont devenues inaccessibles. Au niveau national, le franc congolais se déprécie davantage face au dollar américain (1 USD se change à ce jour à 2 700 CDF).

La crise du M23 a occasionné plusieurs initiatives régionales, dont les pourparlers de Nairobi et le sommet de Luanda pour la cessation des hostilités et le retrait immédiat du M23 des localités congolaises occupées. Malgré la volonté des acteurs, ces initiatives n'ont pas abouti. Pendant ce temps, comme ces initiatives politiques n'ont pas donné les résultats escomptés, les opérations militaires se sont intensifiées notamment avec une augmentation de la sophistication et de la puissance des armements en présence. Les forces de l'EAC (East African Community) déployées à peine une année en RDC se sont retirées en décembre 2023. Ces circonstances ont réveillé l'esprit dit « patriotique » avec le phénomène Wazalendo où les groupes armés locaux opposés aux idéologies du M23 ont été légitimés par le gouvernement et classés dans l'armée de réserve du pays. Le cas Wazalendo s'inscrit dans la tactique des FARDC consistant à s'appuyer sur certains groupes armés en tant que forces de réserve armée de défense (RAD).

Il n'y a pas d'issue militaire à la stabilisation de ces zones dans la mesure où un grand nombre d'ex-combattants sont laissés pour compte, sans alternatives viables à la violence et sans possibilités de réintégration durable dans la vie civile. Malgré les défis importants auxquels elle est confrontée dans ce contexte, la programmation du P-DDRCS offre une contribution significative en proposant des mesures d'atténuation immédiates tout en posant les bases pour aborder la dynamique plus large du conflit qui sous-tend la mobilisation des jeunes à risque et la récurrence des XC.

COORDINATION

Au niveau stratégique, des évolutions significatives ont eu lieu en 2023 nécessitant des efforts de coordination considérables. Le plan global de transition de la MONUSCO ainsi que les préparatifs pour le désengagement de la MONUSCO du Sud-Kivu ont suscité des discussions sur le transfert des compétences et des responsabilités de la MONUSCO vers les agences et autorités, y compris le P-DDRCS. L'UAS a participé à de nombreuses réunions stratégiques sur la transition pour garantir que tous les programmes du FCS tiennent compte de ces dimensions dans leur planification. En 2023, l'UAS a réalisé une évaluation des besoins et une cartographie des contributions du système des Nations Unies au P-DDRCS. Cette initiative a permis d'identifier des opportunités de collaboration, d'éviter la duplication des efforts et de mettre en évidence les lacunes existantes. En parallèle, le DSRS/RC/HC encourage les agences à développer un programme conjoint de soutien au P-DDRCS dans le cadre de la planification de la transition. Un autre développement majeur est le lancement du programme STAR-EST de la Banque Mondiale, qui entre dans sa phase initiale. Ce programme a une portée vaste et prévoit d'inclure certains ex-combattants parmi ses bénéficiaires, contribuant ainsi à un effort collectif visant à offrir des opportunités d'emploi viables et légitimes aux anciens membres des groupes armés. La Banque Mondiale a participé à plusieurs sessions de coordination des Nations Unies et les interventions sont planifiées de manière coopérative. L'UAS a aligné son soutien et ses conseils au P-DDRCS avec ceux du DDR et du PNUD, qui ont également mené diverses activités de renforcement des capacités pour le P-DDRCS.

Au niveau du projet, un mécanisme de coordination a été établi entre les partenaires HEKS/EPER, OIM, DDR/MONUSCO, UAS sur la réinsertion socio-économique des ex combattants cantonnés de Kasando, Mambangu et Mubambiro. Des réunions de planification et la mise en place d'un système de référencement mutuel entre les projets ont facilité la

complémentarité des acteurs dans l'exercice complexe et sensible de la réinsertion. Le consortium du projet HEKS-EPER collabore avec une initiative du PNUD et de la GIZ Projet (Propaix II) dans laquelle une dizaine d'ONGI et OSC congolaises échangent des points de vue sur la lutte contre le discours de Haine. Sur la base de cet effort de collaboration, un projet spécifique aux discours de haine a été lancé dans la zone du projet et mis en œuvre par la Benevolenja. Le projet ESPASK a étroitement coordonné avec un autre projet (financé bilatéralement) sur la gouvernance de la sécurité (projet ESPER). Une harmonisation avec le projet ESPER dans la mise en œuvre de l'approche a été réalisée en vue d'éviter toutes duplications et chevauchements d'activités sur le terrain. ESPASK a également basé certaines de ses interventions sur le diagnostic réalisé par le projet ESPER qui a facilité l'identification et l'analyse des problèmes de sécurité. De nombreux indicateurs de projet sont alignés avec le cadre logique du projet ESPER pour améliorer la mesure de l'impact dans le secteur et pour les projets complémentaires. Une évaluation finale et indépendante est en cours et dont le rapport final sera partagé avec le P-DDRCS et les membres du CAN.

PROJETS CLÔTURÉS

1. APPUI A LA COHÉSION SOCIALE ET LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS AFFECTÉES PAR LA FORCE DE RÉSISTANCE PATRIOTIQUE D'ITURI (FRPI)

Partenaire de mise en œuvre : OIM

Date de démarrage et de clôture : 15 sept 2021 – 15 mars 2023

Zone Prioritaire : Territoire de Sud-Irumu

Montant total en USD : 3 470 544

Les conflits dans le Sud Irumu ont entraîné des conséquences néfastes pour les communautés locales et la région. La compréhension des dynamiques locales des conflits dans le cadre du projet « Appui à la cohésion sociale et la résilience économique de communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) » a relevé cinq principaux conflits dans les zones d'intervention du projet : les conflits fonciers, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, les conflits des pouvoirs coutumiers, les conflits de leadership et les conflits identitaires. L'étude du marché et des opportunités économiques réalisée dans le territoire d'Irumu a démontré que les deux Chefferies de Walendu Bindi et Bahema Boga ainsi que le secteur des Bahema Sud se retrouvent dans une région à fortes potentialités économiques. Ainsi, une réduction de l'insécurité et un renforcement de la cohésion sociale avec un focus sur les femmes et jeunes permettraient, au-delà de l'agriculture, de relancer l'élevage afin de fournir de la viande ou d'autres produits d'origine animale destinés à la consommation.

Ce projet, conçu sur la base de la stratégie de l'ISSSS, a été exécuté dans la continuité du projet « PAMOJA KWA AMANI » (ensemble pour la paix) et visait à renforcer la cohésion sociale dans les provinces de l'Est de la RDC à travers une amélioration de l'accès aux services sociaux de base et de la relance de l'économie. Les deux principaux objectifs du projet sont (i) le renforcement de la cohésion sociale inter-intracommunautaire et (ii) la réduction des risques que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés. Développé et largement mis en œuvre alors que le fonds était guidé par la stratégie de l'ISSSS, le projet s'inscrit dans les piliers 4 et 5 qui concernent le RRR et le volet Femme, Paix et Sécurité. En lien avec le P-DDRCS, le projet correspond au Pilier 3 relatif au relèvement communautaire. De ce fait, le projet affiche une cohérence avec les stratégies, politiques et programmes nationaux en matière de cohésion sociale. En ce qui concerne la collaboration avec d'autres acteurs dans la région, le projet a interagi avec une autre intervention du FCS portant sur le dialogue démocratique exécuté par l'ONG ACIAR dans la même zone.

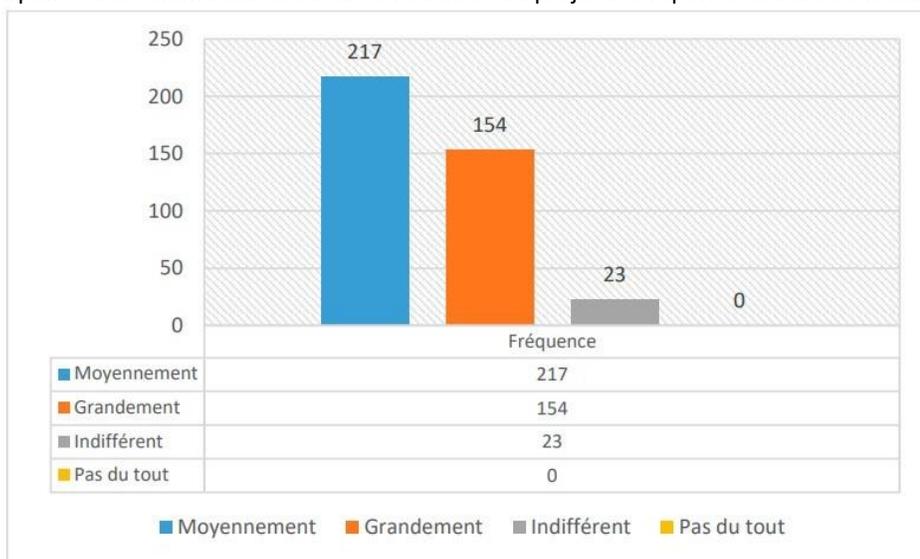


Figure 1 : Une unité de vente de pains à base de farine de manioc produit par des jeunes bénéficiaires du projet. Photo OIM

La principale force de ce projet réside dans sa capacité à injecter des fonds dans les économies rurales de sa zone d'intervention grâce à un soutien aux activités génératrices de revenus individuels et au financement des travaux HIMO. Ces initiatives contribuent à renforcer la résilience économique des bénéficiaires. Ensuite, les constructions des infrastructures, notamment les ponts à Baviba, Olongba et Kiseghe, ont contribué au désenclavement de certaines entités et ont facilité les échanges économiques ainsi que la circulation des personnes. Les différentes formations organisées sur l'intégration de la dimension genre ont entraîné des conséquences positives sur la participation des femmes dans des instances décisionnelles au niveau local.

Dans l'ensemble, les activités menées par le projet ont soutenu le maintien de la tranquillité et les progrès réalisés par le projet « Pamoja kwa Amani » au cours de cette longue période de transition dans le cadre du processus de paix FRPI dans la région du Sud Irumu. Les activités HIMO, les formations professionnelles des MUSO, les AGR ont permis l'encadrement des membres des communautés, surtout des jeunes à risque. Le projet a également permis de créer des opportunités pour l'intégration du genre et la cohabitation entre les différentes communautés voisines dans les zones ciblées par le projet.

Opinion des communautés sur la contribution du projet à la réponse de besoins locaux



L'évaluation externe finale du projet a démontré que ses actions ont été pertinentes avec un à impact durable dans les communautés où il a été implémenté. Le haut degré d'acceptation ainsi que le résultat atteint démontrent la pertinence du projet aussi bien pour les autorités que les communautés locales. L'impact du projet sur la cohésion sociale a été particulièrement fort. La grande majorité (93%) des personnes interrogées ont affirmé que le tissu social dans leurs

communautés a été renforcé.³ L'objectif de consolider la cohésion sociale entre les différentes communautés dans les zones les plus touchées par le conflit au Sud Irumu a été atteint, étant donné que le nombre de répondants confirmant qu'ils vivent en harmonie a augmenté significativement (96% dans l'évaluation finale contre 42.5% durant l'étude initiale).⁴

En revanche, l'évaluation finale montre que les lourdeurs administratives dans le décaissement des fonds a réduit l'efficacité globale du projet et sa capacité à respecter les délais. L'évaluation souligne comme leçon apprise que la bonne collaboration et coopération avec les autorités locales, les leaders communautaires ainsi que les membres de la société civile sont les meilleures stratégies pour faciliter la bonne mise en œuvre des activités du projet. Les Comités locaux de suivi de la mise en œuvre du projet dans chaque localité ont été d'excellents leviers pour une meilleure implication des communautés dans le projet.

2. UDONGO NA UFAGAJI KWA AJILI YA AMANI (UJAMAA)

Partenaire de mise en œuvre : ZOA (lead), PSVS, KUA

Date de démarrage et de clôture : 1 novembre 2020 – 30 avril 2023

Zone Prioritaire : territoires de Walungu, d'Uvira et de Fizi

Montant total en USD : 2 699 983

Dans l'est de la RDC, les conflits liés à la terre sont l'un des principaux facteurs d'instabilité, entretenus par des actes de violence, souvent avec des dimensions ethnique et/ou identitaire, qui sont régulièrement signalés. Les informations disponibles tendent à confirmer que plus de 80% des affaires en instance de jugement devant les juridictions nationales en République Démocratique du Congo se rapportent à des litiges fonciers. En ce qui concerne les conflits liés à la transhumance, l'élevage dispose d'importants atouts et potentialités sur lesquels les populations dans la zone prioritaire peuvent fonder de réels espoirs pour assurer le développement rural durable et pacifique. Cependant, plusieurs facteurs, dont le changement climatique qui entraîne une diminution des ressources disponibles, conduisent souvent à des conflits entre agriculteurs et éleveurs concernant l'accès aux d'eau et aux pâturages.

L'appui à la mobilité pastorale et la sécurisation des ressources partagées (eau et pâturage) sont donc un élément fondamental à la fois pour la stabilité des communautés dans les régions de transhumance mais aussi pour le renforcement de la productivité de l'élevage ainsi que la commercialisation du bétail et de certains produits dérivés. Ces activités concernent les communautés vivant dans ces deux zones ciblées par le projet. Le Banyamulenge sont majoritairement des éleveurs et les autres ethnies sont majoritairement des cultivateurs, de sorte que les conflits liés à la transhumance s'expriment souvent comme un conflit ethnique et géographique entre les habitants des hauts plateaux (principalement des éleveurs), et ceux des bas plateaux (grande partie des agriculteurs). À part la transhumance, les conflits armés qui sévissent dans les hauts plateaux de Minembwe, Bijombo et Itombwe ont provoqué des déplacements massifs des cheptels bovins vers la plaine de Ruzizi, la plaine côtière du lac Tanganyika et le Secteur de Ngandja. Cette situation a accentué les tensions entre agriculteurs et éleveurs et a engendré plusieurs incidents violents causant des meurtreries, destructions des cheptels et des cultures dans le territoire de Fizi.

Vu ce contexte tendu, l'objectif principal de ce projet était de réduire l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance. Le projet a concentré ses efforts sur quatre axes principaux : (i) la mise en place d'une cartographie participative communautaire pour traiter le conflit de transhumance, (ii) l'amélioration du fonctionnement des Cadres de Concertation Intercommunautaires dans les sites du projet, (iii) l'amélioration du fonctionnement des circonscriptions foncières et des brigades foncières, ainsi que des AGR, AVEC et PIP afin d'intégrer les jeunes à risque, et enfin (iv) la sécurisation des couloirs de transhumance pour assurer la circulation sécurisée du bétail.

³ Source : l'évaluation externe : 365 répondants sur 394 soit 92,64% sont d'accord que le projet a contribué au renforcement du tissu social au sein des communautés, 21 soit 5,33% ne sont pas d'accord et 8 soit 2,03% sont indifférents.

⁴ Source l'évaluation externe : 378 sur 394 répondants soit 95,94% ont le sentiment d'être en harmonie avec les membres des autres communautés, 12 répondants soit 3,05% estiment ne pas l'être et 4 soit 1,02% se sont abstenus.

Ces efforts ont conduit aux résultats suivants :

- Les communautés ont pris conscience que les titres fonciers des parcelles et des champs garantissent la propriété de ces biens ;
- Implantation de la nouvelle approche de délivrance de titres fonciers pour sécuriser les concessions et pour réduire les coûts d'acquisition des titres ;
- Sensibilisation et responsabilisation des Chefs coutumiers sur leur rôle dans la gestion foncière ;
- Fonctionnalité améliorée des brigades foncières à travers la disponibilité des services fonciers ;
- La compréhension de la dimension des conflits liés à la transhumance et ses conséquences dans la communauté ;
- La reconnaissance des limites, même si conventionnelles, des couloirs de transhumance malgré quelques résistances ou abus ;
- Implication dans les conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance par les Chefs des ETD et les autres autorités locales ;
- Les références aux Cadres de Concertation Intercommunautaires pour la résolution des conflits ;
- L'intégration des jeunes à risque et les femmes vulnérables dans les activités économiques ;
- Renforcement de l'implication de la femme dans les instances locales de prise de décisions ;
- Acceptation de la communauté sur l'implication de la femme dans les organes d'institutions locales et sa capacité à contribuer au développement local et à la construction de la paix.

L'évaluation externe finale du projet a démontré que les activités ont été pertinentes, cohérentes, efficaces, avec un impact durable dans les communautés où il a été implémenté. En termes de pertinence, il est apparu que le projet a effectivement satisfait les attentes des bénéficiaires. Il a répondu aux besoins et aux priorités exprimés par les communautés, en se concentrant notamment sur la prise en charge des plus vulnérables. En effet, les formations professionnelles et les appuis financiers individuels et collectifs contribuent au renforcement de la résilience des communautés, et plus particulièrement des jeunes, et réduisent ainsi le risque que ces derniers rejoignent les groupes armés. Les conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance ont signalé une baisse sensible. Les enquêtes de perception montrent une amélioration de 53% sur le pourcentage des répondants déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers sont réduites.⁵ Le projet a réussi à impliquer les autorités et les communautés locales dans la résolution des conflits liés à la terre et à la transhumance. La participation des communautés ainsi que des autorités locales, provinciales et nationales au dialogue sur ces conflits a considérablement augmenté au cours du projet, passant de 61,1 % à 94,3 % pour les conflits fonciers, soit une hausse de 33,2 %, et de 60,3 % à 90,3 % pour les conflits de transhumance, soit une augmentation de 29,7 %. La participation de la communauté et des autorités locales a augmenté, tandis que celle des autorités provinciales et nationales a diminué, selon une comparaison entre la collecte des données de référence et celles de l'évaluation finale. L'évaluation a souligné que certains indicateurs du cadre logique étaient complexes et rendaient difficile leur analyse. Pour une analyse complète et cohérente des conflits, il est conseillé dans les projets de ce type de créer des indicateurs qui (i) différencient clairement les conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance et (ii) désagrègent le soutien et la participation des autorités locales, provinciales et nationales.⁶

3. ENSEMBLE POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX AU SUD KIVU (ESPASK)

Partenaire de mise en œuvre : ZOA (lead), PSVS, KUA

Date de démarrage et de clôture : 1 octobre 2020 — 31 juin 2023

Zone Prioritaire : Plaine de la Ruzizi-Moyen et haut plateaux d'Uvira

Montant total en USD : 2 701 519

La province du Sud-Kivu est confrontée à une augmentation de la violence liée aux activités des groupes armés nationaux et étrangers. En tant que lieu d'affrontements régionaux, nationaux et locaux, elle est essentiellement marquée par la

⁵ Source l'évaluation externe : dans le Baseline 437 sur 1326 répondants soit (33%) déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers sont réduites ; dans l'évaluation finale 1093 sur 1359 répondants soit 80% déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers sont réduites.

⁶ Se référer à l'Annexe II pour un tableau récapitulatif des indicateurs sur ce projet qui montre les chiffres bien désagrégés.

violence, avec des conflits identitaires aboutissant parfois à des affrontements dans les hauts plateaux. La région est également caractérisée par une multitude de barrages où les passants sont harcelés et rançonnés, ainsi que par le vol de bétail et la destruction des champs. Les conflits fonciers sont également fréquents en raison d'une mauvaise gestion/répartition des terres par les autorités coutumières et locales. Sur le plan politique, les autorités locales sont souvent accusées de complicité dans les conflits identitaires et d'alimenter les tensions foncières. On observe également des tensions inter et intra-communautaires, principalement liées à des antagonismes socio-économiques, notamment fonciers, ainsi qu'à des contestations des pouvoirs coutumiers et des limites et statuts des entités administratives. Dans l'ensemble, cela révèle la fragilité de l'État, caractérisée par une gouvernance locale et sécuritaire peu inclusive, ce qui entraîne une perte de confiance entre les différentes communautés locales, les populations et les autorités, ainsi que la persistance de la présence des groupes armés dans certaines régions.

C'est dans ce contexte complexe que le projet ESPASK intervient pour répondre à ces multiples causes profondes et a contribué progressivement à la stabilisation de la zone. Sa stratégie d'intervention globale est basée sur le renforcement de la gouvernance locale afin de la rendre plus inclusive et participative, capable de contribuer à la réduction de l'ampleur et de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier. Développé et largement mis en œuvre alors que le fonds était guidé par la stratégie de l'ISSSS, le projet s'inscrit dans les piliers 2, 3 et 5 de la stratégie (c.a.d sécurité, restauration de l'autorité de l'État et participation des femmes au processus de paix & sécurité). S'agissant du P-DDRCS, le projet ESPASK cadre avec ses piliers 1 et 2 relatifs à la résolution des conflits & cohésion sociale et à la restauration de l'autorité de l'Etat & sécurité.

La valeur fondamentale du projet ESPASK est d'avoir réussi à renforcer le mécanisme de collaboration entre les autorités territoriales, les ETDs, la PNC et les forces de sécurité ainsi qu'avec les jeunes, les femmes et la société civile. Il a permis aux autorités territoriales, ETD et PNC et FARDC, de comprendre davantage les rôles et les attributions des opérateurs sécuritaires sous le leadership des responsables des entités décentralisées. Il a été constaté des efforts de redevabilité des autorités aux communautés locales. Sur le plan sécuritaire, on note l'appropriation collective des questions sécuritaires grâce à l'implication et la participation active des jeunes, des femmes et de la société civile dans l'identification et la recherche des solutions aux problèmes sécuritaires. Sur le plan de la cohésion sociale, la mise en place des comités villageois de développement, des comités de développement des groupements, des comités locaux de développement a contribué à rapprocher les membres des différentes communautés et a permis la représentativité des différentes communautés dans les structures de planification et de prise de décision locale.

Le projet ESPASK a contribué au rétablissement progressif de l'autorité de l'État. L'élaboration participative de budget au niveau des entités, la tenue des réunions de sécurité élargies aux membres des communautés ont permis le rapprochement avec les autorités, des échanges d'information sécuritaire, la suppression des barrières et la diminution des tracasseries. Le caractère inclusif de ces assises à travers la participation des femmes et des jeunes et de la société locale a permis l'adoption d'un comportement collaboratif et surtout la diminution des tensions entre les autorités et la société civile. Le projet a permis le rapprochement entre les autorités des ETD, particulièrement le Chef de la Chefferie des Bafuliiru et le Groupement Itara-Luvungi, deux entités qui étaient en conflits depuis plusieurs années.

Deux points de données intéressants, issus d'enquêtes de perception, montrent le fort impact du projet et notamment de son approche de financement basée sur les résultats et sur les services de sécurité dans les zones du projet :

Extrait du cadre logique du rapport final sur ESPASK⁷

Indicateurs	Commentaires
% de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	<i>Cet indicateur a connu d'énormes progrès ; les résultats finaux (88%) sont supérieurs de loin de la valeur de l'étude de base (25%) d'où le progrès estimé à 43%. La situation sécuritaire dans les trois entités du projet ESPASK s'est beaucoup améliorée comparativement à celle de l'étude de base. Ce progrès se justifie assurément par le fait que la population a surmonté la peur qui la paralysait dans ses activités quotidiennes. Cette amélioration sécuritaire a été accentuée d'une part par les efforts du projet ESPASK à travers le renforcement des capacités</i>

⁷ Source : Rapport final. Les chiffres précis derrière ces pourcentages ne sont pas énumérés dans le rapport.

	<i>des acteurs de sécurité et l'approche RBF qui a multiplié les performances des acteurs de sécurité.</i>
% de bénéficiaires qui estiment que la PNC offre une contribution « grande » ou « très grande » dans la sécurité de leur zone	<i>Ce chiffre est passé de 14 % dans l'étude de base à 72 % dans l'étude finale montrant également un impact élevé des interventions du projet. Les progrès de cet indicateur prouvent qu'il y a amélioration de la prestation de la PNC à la sécurité des entités par le fait qu'au moins dans plusieurs entités, des éléments de PNC sont visiblement vus en train de sécuriser la population ; de faire des patrouilles. La population de cette étude a affirmé que la PNC a multiplié des patrouilles ; a séjourné en brousses ; effectué des tournées pendant la journée, etc. En plus de cela, il a été signalé que les éléments de la PNC ont réalisé des bouclages ciblant des villages où des rumeurs persistantes de sécurité, comme la présence d'hommes armés suspects, étaient signalées. Il a été évoqué de même un comportement positif et acceptable des éléments de la PNC pendant leurs prestations. Cette contribution de la PNC à la sécurité a été améliorée par l'approche RBF.</i>

L'évaluation externe finale a démontré que le projet était très pertinent, cohérent avec d'autres efforts visant à résoudre des problèmes similaires et qu'il avait un impact positif tangible dans les communautés où il a été mis en œuvre. Concernant la synergie d'action avec d'autres projets pertinents, Cordaid a assuré en interne la coordination avec son autre projet ESPER. L'ESPASK a également collaboré activement avec les organisations internationales ZOA et Interpeace avec le projet « UJAMAA et Mchango Wetu Kwa Amani ». Le projet a aussi travaillé conjointement avec l'OIM dans l'organisation des CLSP dans la chefferie de Bafuliiru et avec la MONUSCO CAS dans la coordination des activités du CCRCC au niveau provincial. L'évaluation finale a noté, en revanche, que l'efficacité a souffert des retards dans l'exécution du projet (tant pour des raisons sécuritaires qu'administratives) et que le financement basé sur les résultats ait produit des effets significatifs, le projet a connu des lacunes en termes de durabilité, ce qui s'est traduit, après l'achèvement des activités, par un manque de performance de certains services publics. Par ailleurs, en ce qui concerne les limites et les faiblesses, l'évaluation a montré que le projet était trop ambitieux en cherchant à couvrir 3 Territoires (Uvira, Fizi et Mwenga) complexes avec des ressources limitées en termes de moyens financiers et de durée. Les approches développées pour l'engagement politique se sont avérées insuffisantes pour aborder des questions aussi complexes, telles que les conflits et rivalités de pouvoir coutumier. L'évaluation souligne comme leçon apprise que les plaidoyers sans un engagement politique éclairé des décideurs ne peuvent apporter des solutions rationnelles et durables aux problèmes complexes (conflits de pouvoirs, limites administratives, etc.) Ainsi, il est nécessaire d'obtenir la volonté politique et renforcer les principes de conditionnalités pour les projets touchant le secteur de l'autorité de l'État.

PROJETS EN COURS

1. MUDA WA AMANI (LE TEMPS POUR LA PAIX)

Partenaire de mise en œuvre : HEKS/EPER (lead), AAP, ASP

Date de démarrage et de clôture : 1 juin 2022 – 31 mai 2024

Zone Prioritaire : Nord Kivu - Sud-Lubero/Nord-Bwito et Walikale

Montant total en USD : 2 701 519

NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE

Budget total pour PUNO : 2 499 786 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 1 241 112 USD

Fonds cumulés reçus : 2 029 023 USD (81,2% du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : 1 202 327 USD

Fonds consommés cumulés : 1 978 064 USD (79 % du budget total)

Selon le niveau de dépenses du projet et l'outil de suivi et d'évaluation (SMS1) qui évalue le niveau d'exécution du plan de travail et examine leurs sources de preuves, le projet est sur la bonne voie. Il est anticipé que les activités prévues arriveront à complétion dans les limites du budget dédié et dans les temps impartis.

A P E R Ç U

Ce projet vise à contribuer aux efforts de stabilisation de la zone identifiée par l'État congolais, et à mettre en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés aux exacerbations identitaires et aux problèmes sécuritaires. La mise en œuvre du projet au cours de cette année, s'est d'abord focalisée sur la mise en place et la redynamisation des structures communautaires, l'identification des bénéficiaires à réinsérer dans la communauté et la mise en place des actions visant la prise en compte des besoins des femmes. Cela pour préparer le terrain et assurer l'engagement et la participation des communautés, un principe clé de la stratégie nationale du P-DDRCS. Malgré les défis sécuritaires et les facteurs d'instabilité supplémentaires associés à la période électorale, le projet a eu un impact positif sur les communautés dans sa zone de mise en œuvre et en ce qui concerne l'opérationnalisation du P-DDRCS. En marge de la situation sécuritaire générale qui s'est détériorée au Nord-Kivu, le projet s'est concentré dans les zones qui n'ont pas connu d'affrontement entre les FARDC et le M23, ce qui a permis de poursuivre les travaux sur la résolution des conflits, l'élaboration de feuilles de route pour la paix ancrée dans des initiatives communautaires, et de soutenir la réinsertion des ex-combattants démobilisés.



Figure 2 : Centre de Formation Professionnelle de Miriki construit par le projet

En 2023 le projet a œuvré pour assurer l'opérationnalité de structures communautaires mises en place depuis l'an passé. Ainsi les 8 CPDG et 4 CCRCC ont bénéficié d'appui en AGR⁸ pour leur fonctionnement de manière durable. À ceci s'ajoutent les formations que les CPDG ont suivies sur des thématiques de Paix. De même des séances d'analyse du contexte et de sécurité ont été organisées avec les animateurs des CPDG et autres leaders communautaires dans le but de mettre à jour la compréhension des dynamiques des conflits dans leurs entités respectives. Pendant ce temps, 28 conflits (fonciers, coutumiers et de limites des entités) ont été identifiés et résolus paisiblement. En soutenant la médiation de ces conflits particuliers, les structures communautaires ont lancé un processus de dialogue grâce au projet depuis 2022, permettant la révision des 4 accords existants dans la zone du projet et la réalisation de 5 plans communautaires de paix. En 2023 les plans d'action communautaires produits au niveau local avec ces structures de paix ont été discutés et enrichis à Kinshasa lors de la table ronde du mois de mai. En juillet le processus s'est concrétisé, en lien avec le Plan Opérationnel Provincial

⁸ 8 CPDG et 4 CCRCC. Les AGR ont concerné la remise des machines et des imprimantes pour faciliter l'opérationnalisation et la durabilité des structures communautaires (CPDG, CCRCC) à travers le secrétariat public.

(POP) du P-DDRCS, lors d'une session de dialogue pour aboutir à l'adoption d'une feuille de route pour la paix et la stabilité au Sud Lubero, Nord-Bwito et à Ikobo. Cette feuille de route reflète le consensus des communautés sur les causes sous-jacentes de l'instabilité dans la région et propose des solutions pour la paix. Suite à cela, une série de plaidoyers sur les problématiques clés de la zone du projet a été amorcée à Goma et à Kinshasa, en mettant particulièrement l'accent sur le conflit de Munzowa entre les limites de territoires de Lubero et Walikale. Par ailleurs, les communautés à tous les niveaux se sont approprié la feuille de route à travers des séances de vulgarisation organisée à Lubero, Rutshuru, Walikale et Kinshasa. Le projet a appuyé la réinsertion de 282 ex-combattants (aux côtés de 870 autres membres des communautés) à travers des travaux communautaires à haute intensité de main-d'œuvre et l'apprentissage de métiers. À la suite de la table ronde, le projet a fait l'objet d'une révision destinée à mieux aligner les activités sur les priorités d'opérationnalisation du P-DDRCS, permettant ainsi au projet de se concentrer davantage sur la réinsertion des ex-combattants.

ANALYSE DE L'IMPACT

Même si une analyse scientifique plus approfondie sera nécessaire lors de l'évaluation finale pour formuler des déclarations plus larges sur l'impact du projet, nous soulignons néanmoins quelques résultats des enquêtes de perception qui indiquent les effets positifs.⁹

- Dans les zones couvertes par le projet, les populations se sentent davantage en sécurité pendant leurs activités quotidiennes (aller au champ, au travail, recherche de l'eau, du bois de chauffe, etc.) soit 39% des participants aux enquêtes (36% de femmes et 43% d'hommes), contre 27% en décembre 2022. Dans le même ordre d'idées, 40% de personnes (contre 26% en décembre 2022) se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique. Ce sentiment varie significativement d'un territoire à l'autre et est plus ressenti à Walikale/Ikobo (56% de la population), qu'à Lubero (seulement 25% de la population) et à Rutshuru/Nord de Bwito (49% de la population).
- Les communautés sont plus optimistes (36% de populations ciblées contre 13% en 2022) sur le fait que leur village sera plus paisible d'ici un an, et nous constatons une légère amélioration de la perception (45% de ces populations contre 41% en 2022) vis-à-vis des projets de consolidation de la paix et de leur capacité à adresser les problèmes les plus importants de leurs zones.
- La perception des communautés par rapport aux anciens combattants réintégrés a positivement évolué ; 47% de personnes (contre 34% en décembre 2022) sont ouvertes à la réintégration des ex-combattants dans leurs communautés.
- En revanche, malgré les efforts significatifs déployés par le projet pour autonomiser les femmes en tant qu'agentes de changement et actrices importantes de la paix, le pourcentage de femmes et des membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de la consolidation de la paix a baissé de 6% (soit 48% en 2023 contre 54% en 2022). Ce changement de perception est lié à la recrudescence de l'insécurité, laquelle laisse un nombre important de femmes dont les droits ont été mis en cause (taux élevé des violences, privation des droits d'accès aux femmes, etc.)

DIMENSION FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ

Tout au long de la mise en œuvre du projet, la stratégie Genre et son plan d'action est resté un référentiel important pour toute décision ou action prise par le projet. Ce plan d'action évalué et mis à jour tous les trois mois selon les dynamiques en présence. En 2023 le projet a accordé une grande attention à l'autonomisation de la femme à travers des formations professionnelles dans les filières de choix (coupe et couture, coiffure, mécanique, menuiserie, informatique, pâtisserie, soudure et ajustage). Sur 199 apprenants présents dans les centres de formation professionnelle, il y a eu 110 femmes soit 55% de participations et tous/tes sont en plein stage de professionnalisation avant de recevoir les kits de réinsertion

⁹ Collecte de données réalisées en mai et décembre 2023 et touchant 1475 personnes dont 958 femmes et 517 hommes. Les enquêtes ont touché les groupements de Tama, Itala, Utwe, Musindi à Lubero ; groupements de Kanyabayonga et Mutanda à Rutshuru et le groupement d'Ikobo à Walikale.

qui vont couronner leur formation avant la fin du projet. Le projet a mis en place 9 Champs École Paysans (CEP) qui ont formé et encadré 270 bénéficiaires (dont 185 femmes) sur les thèmes de la comparaison des biofertilisants, des périodes de sarclage et de densité des plantations. Des soins psychologiques ont été pourvus et les participantes sensibilisées sur les compétences de vie (y compris le civisme et le respect des droits des femmes).

Pendant la mise en œuvre, il y a lieu de constater que malgré les efforts du projet à impliquer les femmes dans le processus de négociation de la paix, la présence de celle-ci demeure faible autour des tables de négociations. Effectivement, le

nombre de femmes occupant des postes officiels demeure relativement faible par rapport à leurs homologues masculins. Toutefois, on observe un changement positif dans de nombreux foyers, grâce à des campagnes de sensibilisation et à l'implication des autorités locales, qui accordent une place aux femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité au sein de leurs communautés via les comités et secrétariats locaux de la résolution 1325. Des soutiens matériels, y compris des activités génératrices de revenus, ont été attribués aux trois comités afin de garantir la pérennité de leurs actions même après la clôture du projet. Une remise officielle des matériels de bureau et des chaises ont été remises au secrétariat provincial 1325 du Nord Kivu par le projet pour renforcer la collaboration et le partenariat. Des espaces sûrs et dédiés aux femmes, tels que le 'Réseau de femmes médiatrices', ont été établis. Des réunions et des rencontres entre les autorités publiques et les femmes, portant sur les besoins spécifiques des femmes, ont été organisées.

Au total, pour l'ensemble des participants directs au projet, 5 266 personnes ont été ciblées cette année, dont 52% sont de femmes. Des processus d'arbitrages des conflits piloté par les médiatrices dans les CPDG de Musindi et Itala ont abouti à des compromis. Ce modèle a été capitalisé pour duplication dans les autres CPDG. Ceci facilite actuellement aux femmes d'assurer la responsabilité de conduite de médiation

et résolution des conflits autant que leur pair masculin. Du point de vue quantitatif, les activités organisées en faveur des structures pendant cette période ont connu la participation 46/121 soit 38% de femmes. En outre, 7/8 des AGR mise en place en faveur des CPDG pour la consolidation/pérennisation des acquis du projet, sont gérées par une femme en sa qualité de présidente du comité de gestion.



Figure 3 : Bénéficiaire, considéré comme une jeune à risque, qui suit une formation professionnelle en coupe & couture à Buleusa.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



12 structures de paix ont bénéficié d'appui en AGR pour leur fonctionnement de manière durable
28 conflits (fonciers, coutumiers et de limites des entités) ont été identifiés et résolus paisiblement
1 table ronde au niveau national concernant les plans de paix locaux (mai 2023)¹⁰
1 table ronde au niveau provincial (Goma – juillet 2023) aboutissant à **une feuille de route pour la paix et la stabilité du Sud Lubero, Nord-Bwito et Ikobo**



4 programmes radio animés de 16 émissions radio produites ont été rediffusés 144 fois sur 5 radios locales, afin de promouvoir la cohésion sociale et communiquer stratégiquement sur le projet¹¹
1 programme radio été animé sur 6 radios locales sur la promotion des droits de la femme, animé par les femmes et les hommes formés par le projet en technique de communication



9 Champs Ecoles Paysans (CEP) mise en place
270 personnes encadrantes parmi les membres des coopératives (dont 185 femmes) en tenant compte de l'inclusion sociale (ethnies, genres, lieux de provenances)



282 XC ont participé aux travaux communautaires par l'approche HIMO ;
90 XC sont inscrits aux formations professionnelles pour l'apprentissage de métiers ;
Certains anciens combattants qui étaient jadis des antagonistes et faisaient partie d'ethnies différentes ont accepté de suivre le stage ensemble et ont formé des groupes d'AGR et travaillent désormais ensemble pour les intérêts communs.



28 kms des routes réhabilitées grâce aux activités HIMO
1157 bénéficiaires employés
25 454 jours d'emploi créés au profit des bénéficiaires
108K USD distribué aux bénéficiaires



23 Associés Psychosociales et facilitateurs des groupes ont été formés sur plusieurs thématiques d'intervention ; 204 participants directs au projet ont bénéficié de 38 séances de thérapies de groupe
91 séances de thérapie individuelle ont été conduites en faveur des participants au projet présentant des problèmes psychologiques spécifiques.

RÉVISION

Le secrétariat technique du FCS avait recommandé que le projet Muda Wa Amani soit révisé aux fins de l'aligner aux priorités du P-DDRCS contenues dans le POP (Plan Opérationnel Prioritaire) ainsi qu'aux priorités qui devraient provenir de la feuille de route à l'issue de la table ronde de juillet 2023. L'atelier de révision du projet organisé en octobre 2023 a permis au consortium d'introduire une demande de révision. Les activités de révision proposées porteront essentiellement sur la réinsertion d'environ 225 ex-combattants (de Mubambiro, Kasando et certains de Mambangu) et plus de 315 autres jeunes à risques à travers :

¹⁰ Rappel 2022 : la re-visitation des 4 accords existants dans la zone du projet et la mise en place/actualisation de 5 plans communautaires de paix.
¹¹ Les stations de radio locales utilisées étaient les suivantes : Radio Sauti ya Mukulima de Buleusa, Radio Maendeleo de Kaseghe, RCNK de Kibirizi, RRR de Kanyabayonga, La Colombe de Nyanzale, ainsi que la Radio provinciale (RTNC Goma). Toutes les émissions radio visaient à renforcer la cohésion sociale à travers des thèmes développés tels que la cohabitation pacifique, le leadership féminin, l'accès à la terre, la sécurisation foncière, le retour des ex-combattants. 2 émissions spécifiques au P-DDRCS en général et au retour des ex-combattants, en particulier, ont été montées et diffusées 20 fois dans la zone du projet.

- La facilitation du retour des ex-combattants (transport) ;
- La tenue de dialogues communautaires dans les zones de retour ;
- L'organisation des travaux communautaires légers ;
- La formation professionnelle, et ;
- La dotation d'AGR collectives pour le démarrage de micro entreprises.

Certaines activités du projet jugées peu pertinentes au regard du contexte ont donc été annulées au profit des priorités évoquées plus haut. La révision du projet a été proposée et approuvée en décembre 2023. Consolidant les acquis déjà enregistrés ; le projet a été élargi sur l'ensemble du territoire de Lubero (en plus du Nord de Bwito et Ikobo) et se focalisera désormais sur le retour et la réinsertion des ex-combattants de Mubambiro et Kasando. Grâce aux efforts de coordination de l'UAS et la facilitation des P-DDCS provinciaux et antennes P-DDRCS Lubero et Beni, des plans conjoints ont été élaborés pour (i) travailler avec le P-DDRCS afin d'assurer la réussite du processus de démobilisation, (ii) établir le principe de référencement d'ex-combattants de Beni vers Lubero (et ceux-ci devront alors être pris en charge par HEKS/EPER) et de Lubero vers Beni (la réinsertion est alors assurée par OIM), et (iii) coordonné étroitement avec MONUSCO DDR pour le soutien logistique et transport des ex-combattants vers les zones de retour. Parallèlement à cette révision, le partenaire a été encouragé à développer une proposition pour la phase II du projet en s'appuyant sur les réussites de la phase actuelle. Cette phase II sera orientée davantage sur le retour et la réinsertion des ex-combattants dans la région, en capitalisant sur le centre professionnel construit par le projet et ceci afin de soutenir des opportunités socio-économiques plus viables pour les membres de la communauté et les XC.

2. INITIATIVES PILOTES POUR APPUYER LE P-DDRCS DANS LA RÉINSERTION DES XC DANS LES ZONES PRIORITAIRES DE L'ITURI, NORD-KIVU ET SUD-KIVU

Partenaire de mise en œuvre : OIM (lead), KUA, UCADI, FOMI, ACIAR

Date de démarrage et de clôture : 15 mars 2023 – 14 juin 2024

Zone Prioritaire : Nord Kivu (ville et territoire de Beni), Sud Kivu (territoire Uvira et Hauts plateaux), Ituri (Irumu)

Montant total en USD : 6 000 000 USD

NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE

Budget total pour PUNO : 5 607 476 USD

Fonds reçus cumulés : 6 000 000 USD (100% du budget total)

Fonds consommés cumulés : 2 245 907 USD (37% du budget total)

Le taux d'absorption montre des retards conséquents, une prolongation de six mois sans coût a donc été accordée au projet en novembre 2023, ceci autorise l'OIM à poursuivre les activités et à initier leur mise en œuvre au Nord Kivu. Le niveau d'exécution varie considérablement d'une province à l'autre, en fonction des différentes réalités contextuelles et des différents niveaux d'exécution du P-DDRCS, ainsi que des différentes conditions de sécurité, de l'état de préparation de la communauté, des niveaux d'intérêt des combattants, etc. Les activités dans la province de l'Ituri se sont déroulées conformément au calendrier prévu et se sont achevées en décembre 2023.

A P E R Ç U

Ce projet pilote s'aligne sur les priorités du PDDRCS afin d'assurer un démarrage rapide d'un programme pilote de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation longuement attendue par les ex-combattants et l'ensemble des communautés affectés par le conflit à l'est du pays. L'intervention dans les trois zones prioritaires vise à favoriser la réintégration des anciens combattants dans la communauté, en mettant l'accent sur le dialogue inclusif et l'emploi. Cette approche tient compte des réalités politiques, sociales et économiques spécifiques à chaque zone, dans le

but d'améliorer la coexistence pacifique et de prévenir la violence sociale. Le projet intègre les leçons apprises des phases de DDR antérieures en changeant le paradigme vers une vision et une approche décentralisée qui découlent du principe « avec la communauté, dans la communauté et pour la communauté ». Ainsi, l'OIM appuiera l'appropriation locale tout au long du projet en veillant à ce que les activités soient identifiées, planifiées, mises en œuvre et contrôlées par les communautés.

Durant les trois premiers mois d'intervention dans une zone spécifique, l'accent est placé sur l'appropriation et l'adhésion de la communauté au processus de DDR ainsi qu'à la méthodologie du PDDRCS. Une fois les zones spécifiques du projet déterminées, l'OIM a procédé à une cartographie des comités locaux et des initiatives de paix communautaires déjà en place, en collaboration avec la MONUSCO, le BCNUDH et les autres acteurs de la stabilisation. Le projet s'efforcera de collaborer autant que possible avec les structures communautaires déjà en place dans les différentes zones. Cette approche vise à ancrer le projet localement, à éviter les redondances et à renforcer ainsi son impact et sa durabilité. De plus, le projet collabore également avec les ONG locales accréditées par les comités de coordination du PDDRCS. Après avoir engagé les communautés et établi les bases d'une réinsertion réussie des XC, les prochaines activités se concentrent sur la réhabilitation des infrastructures et services de base. Cela vise à : (i) améliorer les conditions de vie immédiates des communautés cibles, (ii) constituer un capital pour les bénéficiaires directs afin qu'ils contribuent financièrement à des activités génératrices de revenus (AGR) durables et (iii) offrir une formation pratique à certains bénéficiaires qui poursuivront après les activités HIMO dans des AGR liées aux métiers du bâtiment (menuiserie, charpenterie, maçonnerie, etc.).

Étant donné que ce projet comporte trois zones de mises en œuvre différentes dans trois provinces différentes et chacune avec ses propres réalités, les interventions avancent à des rythmes différents.

Ituri

Progrès des activités HIMO

La mission de consultations communautaires de mai 2023 et l'évaluation technique des infrastructures ont permis au Comité de coordination provincial (CCP) de définir les critères de sélections des bénéficiaires, les zones concernées (5 chefferies), ainsi que les budgets des neuf infrastructures à construire¹². Le projet a rencontré des défis dans l'identification des ex-combattants bénéficiaires des travaux HIMO, en raison notamment des lenteurs dans le processus DDR. Pour maintenir le cycle du projet, le CCP a décidé que l'identification des ex-combattants pour participer aux activités HIMO ne serait pas une condition préalable au démarrage du projet. Afin d'inciter les combattants à se rendre et d'adhérer au processus de DDR, l'option d'identification des jeunes à haut risque (ex-combattants auto démobilisés) au sein de la communauté a été validée par le CCP.

Les travaux HIMO ont débuté le 29 août 2023 dans la zone de Bahema Irumu, portant sur les neuf routes/infrastructures sélectionnées et ont été achevés en décembre 2023. Concernant l'épargne salariale, le principe n'a pas été accepté par les bénéficiaires qui reçoivent la totalité du montant dû par nombre de jours de prestations. À ce jour, chaque bénéficiaire a pu recevoir environ 100 USD¹³. Pendant toute la durée des travaux, 21 missions de suivi ont été réalisées dans les cinq chefferies pour permettre de lever tout obstacle et de réorienter les activités lorsque nécessaire. Pour pérenniser les travaux sur les infrastructures réhabilitées par le projet, trois comités d'entretiens des infrastructures (Chai-Rwampara, Chabusiku-Rwampara, Tshunga-Tsere) ont été mis en place pendant la période de rapportage. Pour les autres infrastructure les comités d'entretiens seront mis en place ne 2024.

Dialogue démocratique

¹² Il s'agit des axes *Tshunga-Tsere*, *Chabusiku-Rwampara*, *Chai-Chabusiku* (en chefferies des Bahema d'Irumu), les axes *Nyakunde-Songolo*, *Centre de Nyakunde* (en chefferies des Andisoma) l'axe *Marabo-Mambesu* (en chefferie des Mobala), l'axe *Shari-Kunda* (en chefferie des Babelbe) et l'axe *Soleniama et Pont Shari-Mwanga* (en chefferie des Baboa Bokoe).

¹³ Au total, 2000 bénéficiaires validés par le CCP et regroupés dans les filières identifiées par une étude des marchés, ont participé à ces travaux de réhabilitation et ont reçu 5 USD par personne par jour de prestation. En somme, 483 175 USD ont été versés aux 2000 bénéficiaires du projet en fonction des jours prestés.

L'ONG ACIAR a été sélectionnée comme partenaire de mise en œuvre des activités du volet Dialogue Démocratique dans les cinq chefferies de mise en œuvre du projet. Le travail de l'ACIAR a permis d'ancrer le projet au niveau communautaire via les comités locaux, de renforcer l'appropriation nationale, ainsi que la cohésion sociale. Ces initiatives ont été intégrées dans un vaste plan d'engagement des autorités, mettant en avant le dialogue démocratique et le renforcement de la cohésion sociale dans cinq chefferies ciblées par le projet.



Figure 4 : Bénéficiaires des travaux HIMO en Mwanga, Ituri. Photo OIM.

Sud Kivu

Progrès des activités HIMO

Une mission d'identification de 555 bénéficiaires des hauts plateaux a été conduite par l'OIM et le PDDRCs sur la période du 27 octobre au 4 novembre 2023. Grâce à cette identification, une formation de 22 chefs d'équipe a été organisée du 26 au 30 janvier 2024, elle a permis d'assurer la bonne conduite et la supervision des équipes intervenant dans les travaux HIMO. Dans le cadre de cette démarche, une stratégie de communication a été élaborée pour faciliter le retour et la réinsertion des anciens combattants, avec un accent particulier mis sur la collaboration avec les radios communautaires. Deux conflits intracommunautaires ont également été résolus dans les zones d'intervention du projet, contribuant ainsi à la stabilité locale. Les efforts se sont également étendus à la formation des journalistes provinciaux et locaux, les sensibilisant aux plans provinciaux de Réduction de la Violence Communautaire et au traitement délicat des questions liées aux conflits. À ce jour, près de 32 émissions ont été diffusées, touchant ainsi un large public. Dans le même temps, les travaux de réhabilitation de la route de desserte agricole sur l'axe RUNINGU – KASHATU (42km) par la méthode HIMO sont en cours depuis le 5 septembre 2023 avec 99 bénéficiaires rassemblant membres de la communauté et ex-combattants. De manière générale, les enregistrements des bénéficiaires continuent au fur et à mesure que ces derniers se présentent et demandent à intégrer les travaux HIMO.

Par ailleurs, conformément aux résolutions du Comité de coordination provincial (CCP) relatives à la prise en charge des besoins additionnels et à la réduction du nombre de bénéficiaires directs à 1000 au lieu de 2000, un approvisionnement en denrées alimentaires est octroyé chaque mois aux bénéficiaires directs impliqués dans les travaux HIMO. En

complément du versement du salaire journalier (3 USD), une épargne (2 USD) est également mise en place tout au long de l'emploi et sera à disposition des bénéficiaires à la fin du projet. L'épargne et l'accompagnement au lancement d'activités génératrices de revenus (AGR) visent à améliorer la résilience socioéconomique des bénéficiaires. Une étude de marché sur les chaînes de valeur de la zone du projet a été conduite par le partenaire de mise en œuvre, l'ONG KUA, afin de faire ressortir les potentialités de la zone et orienter les bénéficiaires à la fin des travaux HIMO dans les domaines d'investissement de leurs épargnes.

Signature des contrats avec les ONG partenaires et mise en œuvre de nouvelles activités

En concertation avec le P-DDRCS-Uvira, les accords de partenariat, établis le 9 octobre 2023, avec les ONG partenaires KUA et UCADI a permis (i) la redynamisation et le renforcement des capacités de structures communautaires, (ii) l'accompagnement en matière de planification agricole, (iii) la prévention des conflits et tensions intercommunautaires ou encore (iv) l'amélioration de la réintégration socioéconomique des anciens combattants. Les ONG ont travaillé sur diverses initiatives telles que les dialogues communautaires, l'élaboration de plans d'action et l'organisation d'ateliers de sensibilisation. Un comité mixte de concertation, sous la direction du chef de la chefferie de Bafuliru, a joué un rôle crucial dans la coordination de ces efforts. Par ailleurs, un atelier d'accompagnement a été organisé pour 80 paysans innovateurs, venant des communautés de retour de Runingu et Kigoma. Cet événement visait à les aider à élaborer leur vision d'avenir et à planifier leurs activités agricoles annuelles. Des séances de sensibilisation ont également été organisées pour encourager la création de coopératives et de groupements associatifs, offrant ainsi de nouvelles opportunités économiques. Deux sessions d'expression de tribunes populaires ont été organisées pour vulgariser le Programme de Désarmement, de Démobilisation, et de Réintégration Communautaire des Soldats (P-DDRCS). Ces sessions ont rassemblé un total de 229 participants, démontrant ainsi l'engagement et l'enthousiasme des communautés locales envers ce processus de paix et de reconstruction.

Nord Kivu

Identification des bénéficiaires, de leurs besoins et de la zone d'ancrage du projet

Au terme de l'organisation d'une mission conjointe dans la région de Beni en septembre 2023, entre le P-DDRCS, l'UAS et l'OIM, qui a permis de mieux comprendre les risques sécuritaires liés à la présence des XC, le PDDRCS et les bailleurs de fonds ont validé la mise en œuvre du projet dans le Nord Kivu et notamment autour de la ville et du territoire de Beni. Cela bénéficiera à 136 ex-combattants, dont six femmes, cantonnées au camp militaire de Mambangu.

Début novembre 2023, 136 ex-combattants ont pu être transférés vers leurs zones de réintégration, 73 personnes sont rentrées volontairement et 63 autres rejoindront le projet en décembre 2023.

Mise en place d'un cadre de suivi du projet et réalisation d'une phase de sensibilisation auprès des publics cibles

Le 24 novembre 2023, la cérémonie officielle de lancement du projet s'est tenue à Beni. Parallèlement, un comité de coordination a été mis en place pour faciliter la supervision de ce projet pilote P-DDRCS. Ce comité est composé des autorités politiques et administratives, des unités de la MONUSCO (UAS, DDR, Genre, Affaires Civiles et Politiques) et de l'OIM, et est co-présidé par le Chef de la MONUSCO à Beni et le P-DDRCS Béni.

Des visites régulièrement organisées à Mambangu ont permis d'échanger sur la logique et les objectifs du projet, d'actualiser la liste des bénéficiaires et de vérifier les informations liées à la zone de retour. Une équipe conjointe PDDRCS et OIM a effectué une mission en octobre 2023 pour vérifier les informations fournies tout en sensibilisant¹⁴ les communautés d'accueil dans les zones de retour des ex-combattants.

Dialogue démocratique

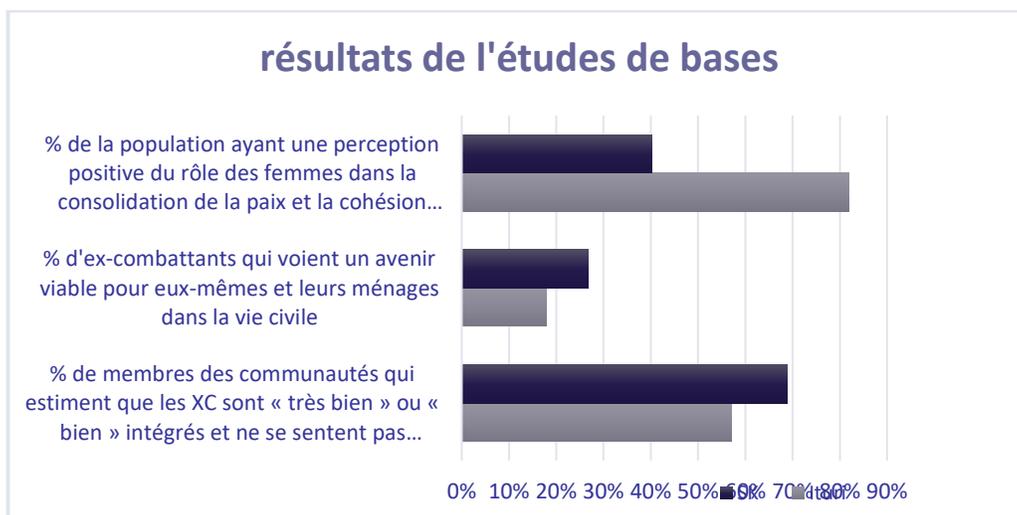
¹⁴ Au total, 1 052 personnes ont été sensibilisées, dont 579 femmes.

Lors de la mission conjointe OIM-PDDRCs, les communautés ont recommandé l'organisation de dialogues communautaires pour favoriser l'intégration des anciens combattants. Au total, six dialogues ont été organisés à Beni ville, Cantine, Oicha, Butembo, Lume et Kyondo. Ils ont réuni les administrations politiques, les autorités coutumières, les leaders communautaires et les représentants des jeunes et des femmes, les membres des groupes armés, les ONG, la société civile, les représentants des services de sécurité, soit en tout près de 300 personnes, dont 50 femmes, qui ont participé aux dialogues.

Ces séances ont permis de faire l'état des conflits et des tensions communautaires en cours, tout en favorisant un sentiment positif d'acceptation entre les participants qui ont développé de nouvelles relations de respect mutuel et de cohésion. Parallèlement, au cours des séances, les participants ont identifié les infrastructures communautaires (routes de desserte agricole) pour des travaux de reconstruction selon l'approche HIMO, ainsi que quelques petits travaux d'assainissement des espaces publics qui devraient être réalisés par les ex-combattants qui sont en attente d'emplois.

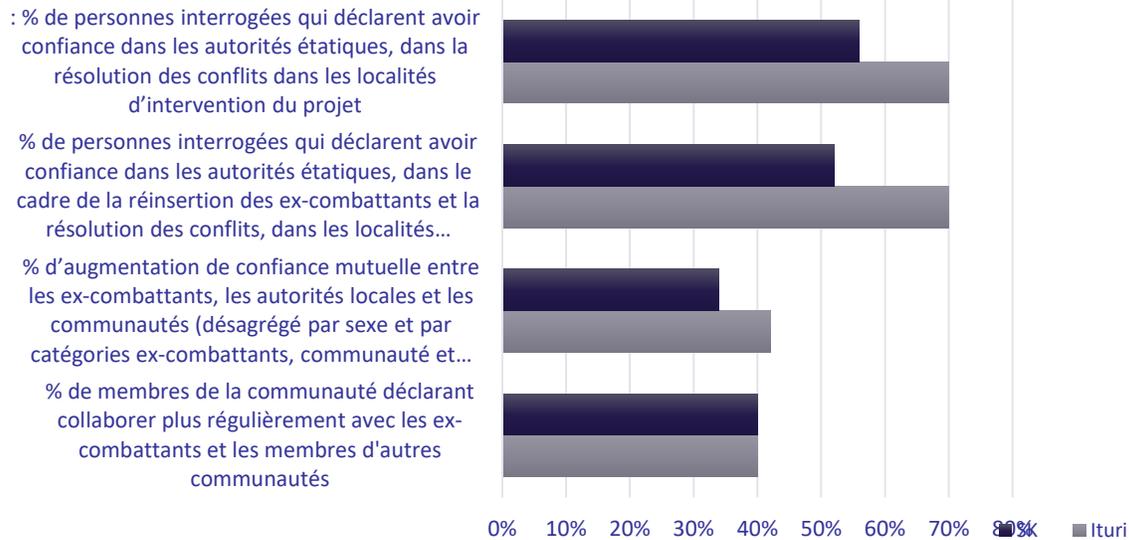
ANALYSE DE L'IMPACT

L'analyse de l'impact de ce projet n'est pas encore disponible au stade actuel de mise en œuvre. Des études initiales ont été menées en Ituri et au Sud-Kivu, mais celles-ci n'ont pas encore été finalisées pour le Nord-Kivu. Cependant, certains résultats des études de base peuvent néanmoins être soulignés qui indiquent la pertinence du projet ainsi que des spécificités importantes associées aux différentes zones d'intervention au Sud-Kivu et en Ituri.



En Ituri, la perception positive du rôle des femmes en tant qu'actrices de la paix (82 %) est très avancée par rapport au Sud-Kivu (40 %). En revanche, les ex-combattants en Ituri sont plus pessimistes quant à leur capacité à réintégrer la vie civile, avec seulement 18 % des XC envisageant un moyen viable de se réintégrer. Au Sud-Kivu, ce chiffre est légèrement plus élevé, mais reste assez faible, à 27 %. Parmi les membres de la communauté interrogés en Ituri, 57 % estiment que les ex-combattants et leurs familles sont « très bien » ou « bien » intégrés et ne se sentent pas menacés par leur présence ; les personnes interrogées au Sud-Kivu ont indiqué un niveau de référence plus élevé, à 69 %. Tous ces résultats de l'étude de base confirment la pertinence du projet et renforcent l'importance de l'approche P-DDRCS pour travailler en étroite collaboration avec les communautés, et ainsi faciliter le retour des ex-combattants. Bien que la volonté exprimée par les communautés d'accueillir des combattants ne soit pas inférieure à 50 %, le niveau de réception doit être beaucoup plus élevé pour indiquer une large acceptation (le CPP en Ituri et SK ont choisi un objectif de 80 %). Les données soulignent également la nécessité d'un accompagnement par plusieurs volets pour les ex-combattants, augmentant ainsi leur capacité à voir comment ils peuvent réussir leur réintégration.

résultats de l'études de bases



D'autres données confirment la nécessité de continuer à renforcer la cohésion communautaire, de s'attaquer aux causes des conflits liées à la dynamique des groupes armés, et de soutenir les formes de médiation, de consolidation de la paix et des processus politiques, afin de garantir la durabilité des efforts du projet. Les personnes interrogées au Sud-Kivu ont un niveau de confiance inférieur à celui de l'Ituri dans leurs autorités étatiques (56 %) pour gérer les conflits, et un niveau de confiance aussi inférieur entre les communautés et les ex-combattants (17 %) et les communautés et autorités (35 %). Le lien social avec les ex-combattants et les autres membres de la communauté est à peu près égal dans les deux provinces, soit 40 %, ce qui montre la nécessité d'activités ciblées de cohésion sociale et d'intégration d'ex-combattants pour structurer et créer des opportunités d'amélioration.

AGENDA FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ

L'un des objectifs spécifiques de ce projet est d'assurer que le processus de réintégration des ex-combattants et des personnes vulnérables est sensible au genre, et que les leaders et les organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social. Dans le renforcement du leadership féminin, lutte contre les violences basées sur le genre, et promotion des droits des femmes, l'ONG FOMI (Forum des Mamans de l'Ituri) a été retenue comme partenaire de mise en œuvre en Ituri pour les activités du volet Genre. La première activité réalisée par FOMI dans les Cinq Chefferies (Andisoma, Mobala, Baboa Bokoe, Bahema d'Irumu et Babelebe) a consisté, à la sélection des 80 leaders communautaires champions/nes du genre dont 57 Femmes et 23 hommes. À la suite de l'identification de ces 80 personnes, une formation a été dispensée à 100 membres des structures communautaires, comprenant des leaders féminins communautaires et des champions/nes du genre. Cette formation portait sur la gestion et la transformation pacifique des conflits, la promotion de la masculinité positive et de l'égalité des sexes, ainsi que sur des sujets tels que la résolution 1325 concernant l'agenda Femme, Paix et Sécurité, et d'autres instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et la participation des femmes dans le processus de paix à tous les niveaux. La promotion de la masculinité positive et l'inclusion des femmes ont été renforcées par l'établissement de plateformes pour les femmes dans chaque chefferie. Les membres des plateformes sont constitués de champions masculins qui soutiennent les femmes et sensibilisent leurs pairs aux normes culturelles défavorables à la participation des femmes dans tous les domaines, et plus particulièrement dans les processus de consolidation de la paix. Enfin plusieurs événements de mobilisation communautaires ont sensibilisé à l'inclusion des femmes dans les plans d'engagement communautaire et provinciaux. Pendant les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, des campagnes de sensibilisation ont été déployées.

Les actions en Sud Kivu sont concentrées sur l'autonomisation des femmes, avec la sélection de bénéficiaires pour des travaux à haute intensité de main-d'œuvre, la formation de facilitateurs communautaires pour des activités de

sociothérapie, et le renforcement des capacités de 81 femmes leaders. Ces femmes ont été encouragées à participer à l'élaboration de plans communautaires et à rédiger des plaidoyers en faveur du soutien aux femmes. En parallèle, une sensibilisation à la masculinité positive a été menée auprès des hommes, visant à promouvoir des comportements respectueux et égalitaires. Enfin, des sensibilisateurs communautaires ont été formés pour promouvoir la création et le suivi des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), dont six ont déjà été constituées avec la participation d'anciens combattants.

Au cours de la période visée par le présent rapport, les résultats suivants ont été obtenus :

- **160** femmes leaders d'organisations à base communautaire ont été sélectionnées et formées sur le lobbying, le plaidoyer et la gestion /transformation pacifique des conflits ;
- **2** plans d'engagement en faveur du genre ont été développés ;
- **9** activités de lobbying et de plaidoyers conduites par les femmes leaders ont bénéficié du renforcement de leurs capacités dans le cadre du projet ;
- **122** personnes ont participé aux activités de lobbying, de plaidoyer et de sensibilisation ;
- **10** événements de mobilisation communautaire organisés axés sur le genre

PRINCIPAUX RÉSULTATS



14 foras et sessions de dialogues sociaux tenus avec succès
15 conflits identifiés et résolus avec satisfaction de toutes les parties au conflit
11 comités locaux renforcés par le projet et opérationnels (5 en Ituri et 6 au Sud Kivu)

133 journalistes formés par le projet et qui s'engagent à relayer des messages de paix et de cohésion sociales à travers les médias



10 actions de sensibilisation (émissions radio, conférences de presse, etc.) sur la paix, la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, etc. organisées dans le cadre du projet
Renforcement de capacités de **60** journalistes des médias locaux et **30** journalistes des médias provinciaux afin de faciliter la transmission des messages de sensibilisation et d'acceptation des XC



954 XC encadrés par le projet
70 activités d'éducation civique et de soutien psychosocial pour les ex-combattants réalisés
Les conditions d'accueil et de retour des ex-combattants s'améliorent grâce aux missions de sensibilisation qui ont touché près de **1 052** personnes (579 F)



123 km des routes réhabilitées grâce à HIMO
2 609 bénéficiaires employés
132 798 jours d'emploi créés au profit des bénéficiaires
671 844 USD distribués aux bénéficiaires



60 bénéficiaires formées et soutenues pour la réalisation de sessions d'éducation à l'acceptation des ex-combattants
19 séances de conseil/d'informations tenues par le projet
2 380 bénéficiaires rassemblés en groupements associatifs, coopératives ou en AGR

DÉFIS ET MESURES DE MITIGATION

Défis	Mesures de mitigation
NORD KIVU	
<p>La mise à disposition des fiches d'engagements des 63 Ex-combattants de Mambangu à Béni.</p> <p>Suspension momentanée des mouvements pour les agents des Nations Unies dans la localité de Oicha.</p>	<p>Le CCP a recommandé à la coordination provinciale du PDDRCS de disponibiliser dans les temps les fiches d'engagements pour le retour rapide des 63 ex-combattants dans leurs zones de réinsertion.</p> <p>À la dernière réunion du CCP, cette question a été discutée avec le chef de bureau de la MONUSCO, président du comité. Il a été confirmé que la mesure de suspension a été levée et que l'évaluation technique des infrastructures pouvait être organisée. Au cas où la situation perdure, il a été proposé que l'ingénieur du PDDRCS puisse guider la mission d'évaluation dans cette zone.</p>
SUD KIVU	
<p>L'identification et la sélection des bénéficiaires ex-combattants de la zone prioritaire du projet.</p> <p>Le refus des bénéficiaires directs à se constituer en groupement associatif pour l'appui en AGR à la fin des 75 jours des travaux malgré la sensibilisation conduite par l'ONG KUA et le PDDRCS Uvira.</p> <p>L'exigence unanime du paiement de l'épargne de 2 USD à tous les bénéficiaires actuels du projet des bas et moyens plateaux.</p> <p>La faible présence active des ex-combattants de la base de données de la MONUSCO. Quatre bénéficiaires actuellement présents dans les HIMO sur la liste des 71 bénéficiaires partagés.</p> <p>Le déficit de communication et de partage d'information entre les acteurs du PDDRCS Provincial et de l'antenne d'Uvira.</p>	<p>Sur proposition du CCP, l'OIM va continuer à appuyer le PDDRCS à mener des missions conjointes OIM-PDDRCS-MONUSCO-FADRC pour rencontrer les bénéficiaires de la base de données de la MONUSCO mais également pour procéder à la sensibilisation des groupes armés pour leur réinsertion.</p> <p>Compte tenu du refus d'adhésion au processus de regroupement des bénéficiaires du littoral et des moyens plateaux, les activités de sensibilisation continueront avec les bénéficiaires des hauts plateaux qui seront intégrés prochainement dans les travaux HIMO.</p> <p>Compte tenu de la situation de contestation et l'exigence du paiement de l'épargne de 2USD prévus pour les AGR, la réunion du CCP en date du 28 décembre 2023 a autorisé l'OIM à procéder au paiement de ces frais aux bénéficiaires sous condition que chacun signe un acte attestant de leur accord pour le paiement anticipé de l'épargne, au détriment de l'accompagnement à la réinsertion à travers les AGR initialement prévue.</p> <p>Une mission conjointe de rencontre des bénéficiaires ex-combattants de la base de la MONUSCO est en cours de planification afin de procéder à la sensibilisation et à l'enregistrement de ceux intéressés par le projet pilote.</p> <p>La communication des actions menées sur le terrain sera directement coordonnée avec la coordination provinciale du PDDRCS qui facilitera l'implication de ses représentants terrain. Un groupe WhatsApp de communication et de partage d'information instantané est créé pour une rapide mise à jour des actions.</p>
ITURI	
<p>La réalisation des HIMO pendant la saison pluvieuse rend difficile la présence des ouvriers sur les chantiers.</p>	<p>Il a été convenu que les bénéficiaires ne travaillent pas les jours de pluie.</p>

RÉVISION ET PROLONGATION DE TEMPS

En raison des retards actuels d'environ trois mois dans la mise en œuvre, liés notamment aux retards dans la sélection des bénéficiaires ex-combattants et à la confirmation des zones cibles au début du projet, une extension de temps a été demandée et accordée en novembre 2023. La prolongation du projet a été accordée pour faciliter l'atteinte des objectifs assignés, de documenter les leçons apprises, de faciliter la coordination avec le PDDRCS et les autres parties prenantes.

Cette prolongation permettra également l'augmentation des revenus des bénéficiaires, ce qui entrainera des changements culturels et de comportements favorisant une meilleure participation volontaire à la phase de réintégration.

En Ituri, bien que la majorité des activités du projet aient été achevées comme prévu en décembre 2023, la prolongation du projet permettra aux partenaires de mise en œuvre de terminer certaines activités de leurs contrats qui ont dû être reportées notamment en raison de l'indisponibilité des autorités locales pendant les élections. En raison de la suspension des activités non essentielles pendant les élections, la prolongation permettra également à l'OIM de réaliser l'étude finale du projet et d'organiser l'atelier de clôture au début de 2024, après les élections nationales. De plus, cette extension favorisera l'ancrage communautaire du projet, renforcera les acquis du projet en termes de gestion des jeunes à risques, contribuant ainsi la réussite d'une étape importante vers la tenue effective du DDR par le PDDRCS. Les partenaires de mise en œuvre auront davantage de temps pour maximiser les avantages sociaux réalisés durant la mise œuvre les activités du projet. Ce temps additionnel leur permettra de capitaliser sur les leçons apprises tout en encourageant la participation de toutes les parties prenantes pour l'édification d'une communauté sans conflits. En outre, elle permettra la mise en place des activités de communication du projet, notamment à travers la diffusion de messages élaborés sur les besoins de stabilisation et de coexistence pacifique. Cette activité a été notamment retardée en raison du recrutement tardif du consultant en communication du projet.

Au Sud Kivu, les activités HIMO ainsi que les activités de renforcement de la cohésion ont connu des retards importants. Même si les travaux HIMO ont été lancés en septembre 2023, la mobilisation des bénéficiaires HIMO s'est heurtée à des contraintes considérables. Depuis le début du projet, le PDDRCS a rencontré des difficultés pour démobiliser un nombre suffisant d'ex-combattants afin d'atteindre les 50% de bénéficiaires HIMO prévus (initialement 1000 ex-combattants et ensuite 500 ex-combattants étaient prévus). Cela est dû en partie aux zones cibles sélectionnées, mais aussi au manque de confiance des membres des groupes armés dans les processus de désarmement et de démobilisation, en raison de leur expérience des processus de DDR antérieurs qui ont échoué. Une prolongation du délai pour le Sud-Kivu permet d'utiliser une approche échelonnée pour les activités HIMO, afin d'ajouter graduellement d'autres ex-combattants et bénéficiaires communautaires, une fois qu'ils auront terminé le processus de démobilisation et de screening.

Au Nord Kivu, le projet n'a commencé qu'en octobre 2023 en raison de différents blocages notamment dus à la situation sécuritaire liée à la crise du M23. En raison de cette instabilité, les ex-combattants initialement identifiés comme bénéficiaires potentiels dans le camp de Mubambiro ont été forcés de quitter le camp avant le lancement du projet. Certains se sont réinstallés dans d'autres camps de déplacés dans et autour de Goma, d'autres sont restés dans les environs, ou ont décidé de retourner dans leur région d'origine. Sur la base d'une mission conjointe à Beni et de l'identification de 136 ex-combattants, le projet a été délocalisé dans la zone de Beni. Sur la base de ces activités depuis octobre 2023, le projet propose des travaux HIMO légers pour environ 100 ex-combattants réinsérés dans les zones prioritaires près de la ville de Beni et ceci afin de couvrir leurs besoins immédiats en matière de réinsertion. L'adaptation de l'approche du projet à ces nouvelles circonstances est en cours et d'autres ex-combattants dans la zone de Beni ont déjà exprimé leur intérêt à rejoindre le processus du PDDRCS. Afin d'encourager davantage cet effet catalytique et d'accompagner les cas actuels d'ex-combattants au cours de leur processus de réinsertion, une extension des activités du projet de 6 mois est nécessaire.

La révision du projet permettra d'adapter l'approche à l'évolution de la situation sécuritaire et du contexte de désarmement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. De plus, la révision permettra d'accentuer les actions de sensibilisation et d'identification des bénéficiaires tant ex-combattants que communautaires afin de maintenir la cohabitation pacifique, cohésion sociale et améliorer ainsi l'environnement sécuritaire de ces zones. Quelques ajustements ont été faits sur le budget. La principale variation observée concerne la rubrique « frais de déplacement » qui a été augmentée de 5% afin de permettre au projet de réaliser des missions sur le terrain pour faire le suivi des activités. Cette augmentation prend également en compte les besoins non planifiés qui peuvent éventuellement émaner du P-DDRCS en cours d'année pour leur soutien au développement des plans d'action provinciaux. De plus, la réalité contextuelle avec la délocalisation de la zone d'intervention vers le Grand Nord a affecté directement le budget en rendant plus coûteux le déplacement et l'installation d'un nouveau bureau conjoint OIM/P-DDRCS à Beni.



Figure 5 : Bénéficiaires des travaux HIMO en Mwanga, Ituri. Photo OIM.

CONCLUSION

Ce rapport présente les réalisations et la performance du Fonds de cohérence pour la stabilisation pour l'année 2023. Il convient de souligner que cette année a été marquée par d'importants changements sécuritaires, politiques et institutionnels qui ont directement impacté le FCS. Malgré ce contexte institutionnel et politico-sécuritaire difficile, le FCS a maintenu ses efforts et atteint des résultats et des effets perceptibles et mesurables. L'année 2023 a également été une période propice à la réforme du FCS, qui a fait l'objet de consultations depuis le début de l'année. Le Conseil National d'Administration du FCS a pris des décisions stratégiques pour les nouvelles allocations du Fonds et a également approuvé les nouveaux documents statutaires qui prolongent officiellement le Fonds jusqu'à fin 2025. Cependant, les questions à long terme sur l'avenir des activités d'appui à la stabilisation à travers le FCS nécessiteront des discussions plus approfondies en 2024. Le secrétariat technique continuera à conseiller le CAN à cet égard, afin de permettre au FCS de prendre une position stratégique en tant qu'instrument de financement des Nations-Unies pour l'appui au P-DDRCS.

RAPPORT FINANCIER

INTRODUCTION

Ce rapport financier annuel consolidé du Fonds de cohérence pour la stabilisation de la RDC est préparé par le Bureau du Fonds fiduciaire multipartenaires du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Bureau MPTF) afin de remplir ses obligations en tant qu'Agent administratif, conformément aux termes de référence (TdR), le protocole d'accord (MOU) signé entre le bureau MPTF du PNUD et les organisations participantes, et l'accord de donateur signé avec les contributeurs/donateurs. Ce rapport financier consolidé couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 et fournit des données financières sur les progrès accomplis des appuis financés par le FCS. Les informations financières relatives à ce fonds sont également disponibles sur le portail du Bureau des fonds multipartenaires (GATEWAY) à l'adresse suivante : (<https://mptf.undp.org/fund/cds00>).

APERÇU FINANCIER DE 2023

Ce chapitre présente les données financières et l'analyse du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS). Ce rapport financier consolidé couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 et fournit des données financières sur les progrès accomplis des appuis financés par le FCS. Les informations financières relatives à ce fonds sont également disponibles sur le portail du Bureau des fonds multipartenaires (GATEWAY) à l'adresse suivante: <https://mptf.undp.org/fund/cds00>.

1. SOURCES, UTILISATIONS, ET LE SOLDE DES FONDS

Au 31 décembre 2023, cinq (5) contributeurs ont déposé **65,045,745** millions de dollars américains, le Fonds pour la Consolidation de la Paix a déposé **1,500,000** millions de dollars américains et **1,861,459** millions de dollars américains d'intérêts ont été perçus, ce qui porte le montant cumulé des fonds à **68,407,204** millions de dollars américains.¹⁵

Au 31 décembre 2023, **54,007,020** millions de dollars américains ont été transférés aux cinq (5) Organisations participantes et le Fonds pour la consolidation de la paix, dont **47,347,152** dollars américains ont été déclarés en dépenses. Les frais de l'Agent administratif ont été facturés au taux approuvé d'un pourcent (1%) des dépôts et s'élèvent à **650,457** milliers de dollars américains. Le tableau 1 fournit un aperçu global des sources, des utilisations et du solde du **Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)** jusqu'à 31 décembre 2023.

TABLEAU 1 : APERÇU FINANCIER AU 31 DECEMBRE 2023 (EN DOLLARS AMERICAINS)¹⁶

	Années précédentes jusqu'à 31 déc 2022	Année financière janv-déc 2023	Cumulative
Sources of Funds			
Contributions des donateurs	65,045,745	-	65,045,745
Contributions d'autres Fonds	1,500,000	-	1,500,000
Sous-total contributions	66,545,745	-	66,545,745
Revenu d'intérêts et de placements perçus par le fonds	1,438,938	421,010	1,859,947

¹⁵ Ce total ne comprend pas les six projets du fonds de consolidation pour la paix (PBF) administrés par le SCF d'une valeur de 18,4 millions de dollars USD.

¹⁶ XXXXX

Revenu des intérêts reçus des Organisations participantes	1,512	-	1,512
Total des sources de financement	67,986,195	421,010	68,407,204
Utilisation des fonds			
Transfert aux Organisations participantes	43,106,077	6,000,000	49,106,077
Transferts aux organisations participantes pour les coûts directs - Secrétariat du Fonds, etc.	5,443,167	-	5,443,167
Sous-total des transferts	48,549,243	6,000,000	54,549,243
Remboursements reçus des Organisations participantes	(520,041)	(22,183)	(542,224)
Sous-total des remboursements	(520,041)	(22,183)	(542,224)
Frais de l'Agent administratif	650,457	-	650,457
Frais bancaires	3,903	457	4,360
Total utilisation des fonds	48,683,564	5,978,273	54,661,837
Variation du solde de trésorerie auprès de l'Agent administratif	19,302,631	(5,557,264)	13,745,367
Solde d'ouverture de l'année financière (1er janvier)	20,786,167	19,302,631	-
Solde de clôture de l'année financière (31 décembre)	19,302,631	13,745,367	13,745,367
Montant net financé (y compris les coûts directs)	48,029,203	5,977,817	54,007,020
Montant net financé aux Organisations participantes	42,134,691	5,212,461	47,347,152
Solde des fonds auprès des Organisations participantes	5,894,512	765,355	6,659,867

2. LES CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS

Le tableau 2 fournit des informations sur l'ensemble des contributions reçues au 31 décembre 2023. Le FCS a été financé par 5 contributeurs qui ont signé l'Arrangement administratif standard (SAA) et le Fonds pour la Consolidation de la Paix. Le tableau comprend les engagements pris jusqu'au 31 décembre 2023 à travers les SAAs signés et de dépôts effectués jusqu'au 2023. Il n'inclut pas les engagements qui ont été pris au-delà de 2023.

TABLEAU 2. CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS AU 31 DECEMBRE 2023 (EN DOLLARS AMERICAINS)

Bailleurs de Fonds	Total fonds engagés	Total fonds déposés
Allemagne	10,185,206	10,185,206
Pays Bas	8,204,386	8,204,386
Norvège	10,223,554	10,223,554
Royaume Uni ¹⁷	26,787,163	26,787,163
Suède	10,114,975	10,114,975
Fonds pour la consolidation de la paix	1,500,000	1,500,000
Grand Total	67,015,284	66,545,745

3. INTÉRÊTS PERÇUS

¹⁷ La contribution du Royaume Uni provient du FCDO (23,057,605) et anciennement DFID (3,729,558)

Outre les contributions des donateurs, le FCS reçoit également des fonds d'intérêts perçus sur le revenu. Les intérêts sont perçus de deux manières : (a) sur le solde des fonds détenus par l'Agent administratif (les « revenus d'intérêts des fonds ») ; et (b) sur le solde des fonds détenus par les Organisations participantes (les « revenus d'intérêts des Organisations ») lorsque leurs règlements financiers et règles de gestion financières autorisent le reversement d'intérêt à l'Agent administratif. Au 31 décembre 2023, les revenus d'intérêts s'élèvent à **1,859,947** millions de dollars. Les intérêts reçus des organisations participantes s'élèvent à **1,512** milliers de dollars américains portant les intérêts cumulés perçus à **1 861 459** millions de dollars américains. Les détails sont fournis dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 3 : REVENU D'INTERETS ET DE PLACEMENTS PERÇUS, AU 31 DECEMBRE 2022 (EN DOLLARS AMERICAINS)

Intérêts perçus	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2022	Année financière janv-déc 2023	Total
Agent Administrative			
Revenu d'intérêts et de placements perçus	1,438,938	421,010	1,859,947
Total : intérêts perçus par le fonds	1,438,938	421,010	1,859,947
Organisation Participante			
FAO	678	-	678
UNESCO	834	-	834
Total : Intérêts perçus d'agences	1,512	-	1,512
Grand Total	1,440,449	421,010	1,861,459

4. TRANSFERTS DE FONDS

Les allocations destinées aux Organisations participantes sont approuvées par le Conseil d'administration national et versées par l'Agent administratif. Au 31 décembre 2023, **54,549,243** millions de dollars américains ont été versés aux **5** Organisations participantes (voir la liste ci-dessous). Le tableau 4 fournit des informations supplémentaires sur les remboursements reçus par le bureau du MPTF et le montant net financé pour chacune des organisations participantes.

TABLEAU 4 : TRANSFERT, REMBOURSEMENT ET MONTANT NET FINANCE, PAR ORGANISATION PARTICIPANTE (EN DOLLARS AMERICAINS)

Organisations participantes	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2022			Année financière janv-déc 2023			Total		
	Transferts	Remboursements	Montant net financé	Transferts	Remboursements	Montant net financé	Transferts	Remboursements	Montant net
FAO	98,421	(1,862)	96,559	-	-	-	98,421	(1,862)	96,559
IOM	12,139,391	(180,293)	11,959,098	6,000,000	-	6,000,000	18,139,391	(180,293)	17,959,098
NGO/UNDP¹⁸	26,714,133	(172,118)	26,542,015	-	-	-	26,714,133	(172,118)	26,542,015
UNDP	7,151,856	(1,385)	7,150,470	-	-	-	7,151,856	(1,385)	7,150,470
UNESCO	246,053	(20,962)	225,091	-	-	-	246,053	(20,962)	225,091
UNHABITAT	2,199,390	(143,421)	2,055,970	-	(22,183)	(22,183)	2,199,390	(165,604)	2,033,786
TOTAL	48,549,243	(520,041)	48,029,203	6,000,000	(22,183)	5,977,817	54,549,243	(542,224)	54,007,020

¹⁸ PNUD en qualité d'Agent de gestion.

5. DEPENSES ET TAUX D'EXECUTION FINANCIERE

Toutes les dépenses finales durant l'année 2023 ont été communiquées par le siège de chaque Organisation Participante et consolidées par le Bureau MPTF.

Les dépenses de chaque projet sont engagées et suivies par chaque Organisation Participante, et sont communiquées selon les catégories établies pour le rapport harmonisé inter-agence. Les dépenses engagées sont communiquées à travers l'outil en ligne de rapport financier qui figure sur le site web du Bureau MPTF. Les données concernant l'année 2023 sont postées sur le site du Bureau MPTF GATEWAY <https://mptf.undp.org/fund/cds00>.

5.1 DEPENSES DECLAREES PAR ORGANISATION PARTICIPANTE

En **2023**, le total montant net financé aux Organisations Participantes s'élève à **5,977,817** millions de dollars américains financés et les dépenses des Organisations Participantes sont **5,212,461** millions de dollars américains.

Comme mentionné dans le tableau ci-dessous, le total cumulatif net financé s'élève à **54,007,020** millions de dollars américains et les dépenses cumulées des Organisations Participantes sont de **47,347,152** millions de dollars américains. Ceci correspond à un taux d'exécution global du Fonds de **87.67** pourcents.

TABLEAU 5.1 : MONTANT NET FINANCE ET DEPENSES DECLAREES PAR ORGANISATION PARTICIPANTE ET TAUX D'EXECUTION FINANCIER, AU 31 DECEMBRE 2022 (EN DOLLARS AMERICAINS)¹⁹

Organisation Participante	Montant approuvé	Montant financé net	Expenditure			Taux d'exécution %
			Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2022	Année financière janv-déc 2023	Cumulative	
FAO	98,421	96,559	96,559	-	96,559	100.00
IOM	18,139,391	17,959,098	10,940,561	,362,020	12,302,581	68.50
NGO/UNDP	26,714,134	26,542,015	22,645,707	3,241,228	25,886,935	97.53
UNDP	7,151,856	7,150,470	6,197,911	609,213	6,807,123	95.20
UNESCO	246,053	225,091	225,091	-	225,091	100.00
UNHABITAT	2,199,390	2,033,786	2,028,862	-	2,028,862	99.76
TOTAL	54,549,244	54,007,020	42,134,691	5,212,461	47,347,152	87.67

5.2. DÉPENSES RAPPORTÉES PAR CATÉGORIE

Les dépenses du projet sont engagées et surveillées par chaque organisation participante et sont déclarées selon les catégories convenues pour les rapports harmonisés inter-agences. En 2006, le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) a établi six catégories par rapport auxquelles les entités des Nations Unies doivent déclarer leurs dépenses de projets interinstitutionnelles. À compter du 1er janvier 2012, Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) a modifié ces catégories à la suite de l'adoption des IPSAS pour comprendre huit catégories.

TABLE 5.2. DEPENSES PAR CATEGORIE GNUD AU 31 DECEMBRE 2023 (EN DOLLARS AMERICAINS)

¹⁹ Les dépenses déclarées représentent les paiements effectués au titre des obligations contractées par les PUNO avant la clôture opérationnelle des projets.

Catégories	Expenditures			% des coûts du programme
	Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2022	Année financière janv-déc 2023	Total	
Coûts du personnel	5,306,785	763,502	6,070,287	13.70
Provisions, produits et matériels	527,074	237,859	764,934	1.73
Équipement, véhicules, mobilier et dépréciation	2,467,407	131,014	2,598,421	5.86
Services contractuels	18,269,139	2,963,465	21,232,604	47.91
Déplacements	2,957,550	522,970	3,480,520	7.85
Transferts et subventions	3,471,177	(499,185)	2,971,992	6.71
Exploitation générale	6,402,838	793,533	7,196,371	16.24
Coût Total du Programme	39,401,971	4,913,158	44,315,129	100.00
Coûts indirects ²⁰	2,732,720	299,303	3,032,023	6.84
TOTAL	42,134,691	5,212,461	47,347,152	-

6. RECOUUREMENTS DES COÛTS

Les politiques de recouvrement des coûts du fonds sont déterminées par les dispositions applicables du document de projet du Fonds, du MOU conclu entre l'Agent administratif et les Organisations participantes et des accords administratifs types conclus entre l'Agent administratif et le contributeur, sur la base de taux approuvés par le GNUM.

Les politiques en place, au 31 décembre 2023, étaient les suivantes :

- **Frais de l'Agent administratif** : des frais de 1% sont facturés lors du dépôt du contributeur et couvrent les services fournis au titre de ladite contribution pour toute la durée du fonds. Au total, au 31 décembre 2023, US\$ **650,457** milliers de dollars américains ont été facturés au titre des frais de l'Agent administratif.
- **Coûts indirects des Organisations participantes** : les Organisations participantes peuvent facturer des coûts indirects de 7%. Au cours de la période de référence, **299,303** milliers de dollars américains ont été déduits par les Organisations participantes en coûts indirects. Au total, au 31 décembre 2023, les coûts indirects s'élèvent à **3,032,023** millions de dollars américains.

7. TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ

Afin de fournir efficacement des services d'administration des fonds et de faciliter le suivi et le rapportage au système des Nations Unies et à ses partenaires, le Bureau du MPTF a développé un site Web public, le MPTF-O Gateway. (<https://mptf.undp.org>). Actualisé quotidiennement à partir d'un système de planification des ressources d'entreprise interne, MPTF-O Gateway est devenu un standard en matière de fourniture de services d'administration de fonds fiduciaires transparents et responsables. Sur cette plateforme, le Fonds de cohérence de stabilisation dispose d'un site Web ([DRC Stabilization Coherence Fund | MPTF Office \(undp.org\)](#)), avec des informations à jour sur les projets/activités du Fonds.

Le portail Gateway fournit des informations financières, notamment : les engagements et les dépôts des contributeurs, les budgets de programme approuvés, les transferts et les dépenses déclarés par les organisations participantes, les

²⁰ Le moment auquel les coûts indirects sont facturés à un programme conjoint dépend des règlements, règles ou politiques financières de chaque Organisation participante. Ces coûts peuvent être déduits immédiatement dès la réception d'un transfert basé sur le montant programmatique approuvé, ou ultérieurement en cours de la mise en œuvre. Par conséquent, le pourcentage des coûts indirects peut sembler dépasser le taux convenu de 7% applicable aux projets en cours. Lorsque tous les projets sont financièrement clôturés, ce chiffre ne doit pas dépasser 7%.

revenus d'intérêts et autres dépenses. En outre, le portail fournit un aperçu du portefeuille du MPTF Office et des informations détaillées sur les fonds individuels, y compris leur objectif, leur structure de gouvernance et leurs documents clés. En fournissant un accès facile au nombre croissant de rapports narratifs et financiers, ainsi qu'aux documents de projet associés, le portail collecte et préserve d'importantes connaissances institutionnelles et facilite le partage et la gestion des connaissances entre les organisations des Nations Unies et leurs partenaires de développement, contribuant ainsi à la cohérence du L'ONU et l'efficacité des interventions.

8. COÛTS DIRECTS

Le mécanisme de gouvernance du Fonds peut approuver une allocation au profit d'une Organisation participante pour couvrir les coûts liés aux services de secrétariat et aux tâches de coordination générale, ainsi que les évaluations au niveau du fonds. Ces allocations sont désignées « coûts directs ». L'Agent de gestion a aussi des coûts directs.

Organisation Participante	Montant Approuvé	Montant net financé	Dépensé			Taux d'exécution %
			Années précédentes jusqu'au 31 décembre 2022	Année financière janv-déc 2023	Cumulative	
UNDP	5,443,167	5,443,167	4,942,860	396,944	5,339,803	98.10
Grand Total	5,443,167	5,443,167	4,942,860	396,944	5,339,803	98.10

ANNEXE 1. DÉPENSES PAR PROJET

Annex 1 indique les montants nets financés, les dépenses déclarées et les taux d'exécution par province, par projet et par Organisation participante.

Theme/Outcome / Project No. and Project Title	Organisation Participante	État du Projet	Montant approuvé	Montant net financé	Dépenses	Taux d'exécution %	
Budget de coûts directs							
00100759	Support to SCF Trust Fund Cell	UNDP	En cours	1,134,356	1,134,356	1,107,155	97.60
00103582	DRC ISSSS : Direct Cost MA - PN	UNDP	En cours	396,379	396,379	396,081	99.92
00108993	Collecte des données sur la Consolidations de la Paix et le Reconstruction en RDC (M&E)	UNDP	En cours	500,000	500,000	442,298	88.46
00110348	ISSSS Technical Secretariat Support	UNDP	En cours	444,994	444,994	439,384	98.74
00112957	Évaluation du Fonds de Cohérence Pour La Stabilisation	UNDP	Opérations Fermé	40,000	40,000	39,103	97.76
00113331	Support to M&E - DRC ISSSS	UNDP	En cours	951,413	951,413	944,903	99.32
00124887	Appui au Secretariat Technique - fonctions gestion	UNDP	En cours	1,976,025	1,976,025	1,970,879	99.74
Budget de coûts directs : Total				5,443,167	5,443,167	5,339,803	98.10
Niveau National							
00125797	Appui au Secretariat Technique - fonctions substantif	UNDP	En cours	986,506	986,506	755,483	76.58
00140118	Initiatives pilotes pour appuyer le P-DDRCS dans la réinsertion des xc dans l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu	IOM	En cours	6,000,000	6,000,000	343,484	5.72 ²¹
Niveau National : Total				6,986,506	6,986,506	1,098,967	15.73
Nord Kivu							
00111136	Ensemble Pour Beni	IOM	Opérations Fermé	7,000,000	7,000,000	7,000,000	100.00
00113419	Njia za Makubaliano / Les chemins vers les Accords	NGO/UNDP	En cours	1,836,000	1,836,000	1,833,705	99.87
00127948	Projet Dialogue démocratique pour la paix à Beni	NGO/UNDP	En cours	540,000	539,999	537,574	99.55
00131367	Muda Wa Amani / Le temps pour la Paix)	NGO/UNDP	En cours	2,701,519	2,701,519	2,171,221	80.37
Nord Kivu : Total				12,077,519	12,077,518	11,542,500	95.57
Province d'Ituri							
00105660	Amani ni njia ya maendeleo	FAO	Opérations Fermé	98,421	96,559	96,559	100.00
00105660	Amani ni njia ya maendeleo	IOM	Opérations Fermé	548,800	533,867	533,867	100.00

²¹ En raison d'un problème technique de transmission de rapport entre l'OIM au niveau du pays et le siège de l'OIM (qui est toujours en cours de diagnostic), le chiffre des dépenses dans ce tableau reflète les rapports financiers uniquement jusqu'au 31/03/2023. Les dépenses du projet jusqu'au 30/12/2023 ont été déclarées à 2 098 979,21 USD (35 %).

00105660	Amani ni njia ya maendeleo	UNDP	Opérations Fermé	329,530	328,145	328,145	100.00
00105660	Amani ni njia ya maendeleo	UNESCO	Opérations Fermé	246,053	225,091	225,091	100.00
00105660	Amani ni njia ya maendeleo	UNHABITAT	Opérations Fermé	359,090	359,090	515,197	143.47
00106202	Pamoja Kwa Amani/Ensemble pour la paix	IOM	Opérations Fermé	777,000	719,424	719,424	100.00
00106202	Pamoja Kwa Amani/Ensemble pour la paix	UNHABITAT	Finances Fermé	1,496,000	1,352,579	1,352,579	100.00
00121067	Pamoja Kwa Amani 2020	NGO/UNDP	En cours	198,298	198,298	186,154	93.88
00121338	Appui à la cohésion sociale et la résilience communautaire pour la réintégration pacifique des ex-combattants de la FRPI	IOM	En cours	3,470,544	3,470,544	3,470,544	100.00
00121567	Pamoja kwa Djugu/Ensemble pour Djugu	NGO/UNDP	En cours	1,080,000	1,080,000	1,040,684	96.36
00121568	Baraza ya Kukamilisha Amani / Appui à la réinsertion et la réintégration des ex-combattants du FRPI en Ituri	NGO/UNDP	En cours	810,525	810,525	804,426	99.25
00123593	Ensemble pour la Sécurité et la Paix A Djugu (ESPAD)	NGO/UNDP	En cours	2,484,000	2,484,000	2,460,997	99.07
00123594	Pour un Djugu Pacifique : cohésion sociale, réintégration économique, et engagement des jeunes et des femmes pour la pacification du territoire de Djugu	NGO/UNDP	En cours	3,024,000	3,024,000	3,021,338	99.91
Province d'Ituri : Total				14,922,262	14,682,124	14,755,006	100.50
Sud Kivu							
00106007	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani/Construisons ensemble pour la Paix	NGO/UNDP	Finances Fermé	7,560,000	7,387,882	7,387,882	100.00
00106172	Projet de consolidation du projet integre de stabilisation du Nord Kalehe	IOM	Opérations Fermé	343,046	235,262	235,262	100.00
00106172	Projet de consolidation du projet integre de stabilisation du Nord Kalehe	UNDP	Opérations Fermé	392,653	392,653	383,692	97.72
00106172	Projet de consolidation du projet integre de stabilisation du Nord Kalehe	UNHABITAT	Opérations Fermé	344,300	322,117	161,086	50.01
00123982	Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud Kivu (ESPASK)	NGO/UNDP	En cours	2,808,000	2,808,000	2,776,124	98.86
00124130	Mchango Wetu Kwa Amani	NGO/UNDP	En cours	755,809	755,809	755,308	99.93
00124131	Udongo Na Ufugqji Kwa Ajili Ya Amani	NGO/UNDP	En cours	2,915,982	2,915,982	2,911,523	99.85
Sud Kivu : Total				15,119,790	14,817,705	14,610,877	98.60
TOTAL				54,549,244	54,007,020	47,347,152	87.67

ANNEXE 2. Tableau synthèse d'indicateurs du projet UJAMAA

Référence	Indicateur	Baseline		Endline		Ecart des résultats	% Cible du projet
		Proportion	Résultats	Proportion	Résultats		
LOS.1.a	% de femmes et d'hommes déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	437/1326	33%	1093/1359	80 %	53 %	70 %
	- Répartition par sexe :						
	- Masculin	229/437	50,4 %	582/1059	53,2 %	2,8 %	
	- Féminin	208/437	47,6 %	511/1059	46,8 %	0,8 %	
	Répartition par zone prioritaire :						
	- Zone 1	231/437	52,9 %	607/1093	55,5 %	2,6 %	
	- Zone 2	206/437	47,1%	486/1059	44,5 %	2,6 %	
	% de femmes et d'hommes déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits liés à la transhumance sont réduites (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	239/1326	29%	841/1359	61,8 %	32,8 %	70%
	- Répartition par sexe :						
	- Masculin	199/379	52,5%	396/1359	47,1%	5,4 %	
- Féminin	180/379	47,5 %	445/841	52,9 %	5,4 %		
- Répartition par zone prioritaire :							
- Zone 1	177/379	46,7 %	543/814	64,6 %	17,9 %		
- Zone 2	202/379	53,3 %	298/841	35,43 %	-17,87 %		
LOS.1.b	% des personnes qui pense que le gouvernement provincial et ou national ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone.						
	% des personnes qui pense que le gouvernement provincial et ou national ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers dans la zone.	809/1326	61,01 %	1282/1359	94,3 %	33,29 %	65%
	Répartition par :						
	- Autorités locales	802/1326	60,48 %	1282/1359	94,3 %	43,3 %	
	- Autorités provinciale	81/1326	6,11 %	88/1359	06,4 %	0,29 %	
	- Autorités nationales	25/1326	1,89 %	21/1359	01,5 %	-0,39 %	
	% des personnes qui pense que le gouvernement provincial et ou national ont apporté un soutien à la résolution des conflits liés à la transhumance dans la zone.	804/1326	60,6 %	1227/1359	90,3 %	29,7 %	65%
Répartition par :							
- Autorités locales	799/1326	60,6 %	1127/1359	90,3 %	29,7 %		
- Autorités provinciales	106/1326	8,0 %	89/1359	6,5 %	-1,5 %		
- Autorités nationales	25/1326	1,9 %	5/1359	0,3 %	-1,6 %		
LOS.1.c	Degré de participation des communautés (hommes et femmes), autorités locales, provinciales et nationales au processus de dialogue autour des conflits fonciers et de transhumance ;						Très Bon
	Degré de participation des communautés (hommes et femmes), autorités locales, provinciales et nationales au processus de dialogue autour des conflits fonciers	812/1326	61,2 %	1279/1359	94 %	32,8 %	
	Répartition par :						
	- Communauté	658/1326	49,6 %	1177 /1359	86,6 %	37 %	
	- Autorités locales	683/1326	51,5 %	1223/1359	90 %	38,5 %	
	- Autorités provinciales	52/1326	3,9 %	11/1359	0,8 %	-3,1%	
	- Autorités nationales	10/1326	0,8 %	3/1359	0,2 %	-0,6 %	
	Répartition par sexe de la communauté :						
- Masculin	395/812	48,6 %	561/1177	47,7	-0,9 %		
- Féminin	417/812	51,4 %	616/1177	52,3 %	0,9 %		
Degré de participation des communautés (hommes et femmes), autorités locales,	839/1326	63,3 %	1234/1359	90,8 %	27,5 %		

	provinciales et nationales au processus de dialogue autour des conflits liés à la transhumance						
	Répartition par :						
	- Communauté	679/1326	51,6 %	1144/1359	84,2 %	32,6 %	
	- Autorités locales	715/1326	53,9 %	1176/1359	86,5 %	32,6 %	
	- Autorités provinciales	87/1326	6,6 %	10/1359	0,7 %	-5,9 %	
	- Autorités nationales	18/1326	1,4 %	2/1359	0,1 %	-1,3 %	
	Répartition par sexe :						
	- Féminin	414/839	50,7 %	597/1144	52 %	1,3 %	
	- Masculin	425/839	49,3 %	547/1359	48 %	-1,3 %	
LOS.2.a.	% d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services fournis par l'administration foncière.						
	- Bon	331/1326	25 %	808/1359	59,5 %	34,5 %	65%
	- Très bon	73/1326	6 %	4/1359	0,3 %	-5,7 %	
	Répartition par sexe :						
	- Femmes	187/404	46,3 %	434/812	53,4 %	7,1 %	
	- Hommes	217/404	53,7 %	378/812	46,6 %	-7,1 %	
LOS.2.b.	% des Femmes/ hommes/ garçons/ filles qui déclarent que la confiance mutuelle entre populations et acteurs en charge de la gestion foncière est renforcée.	270/1326	20 %	803/1359	59 %	39 %	65%
	Répartition par sexe et âge:						
	- Jeunes femmes	60/270	22,2 %	191/803	23,8 %	1,6 %	
	- Jeunes hommes	79/270	29,3 %	166/803	20,1 %	-9,2 %	
	- Femmes adultes	56/270	20,7 %	240/803	30 %	9,3 %	
	- Hommes adultes	75/270	27,8 %	206/802	25	-2,8 %	
LOS.3.a.	% en régression des incidents, agression verbale et ou physique inter ethnique entre les jeunes	674/1326	50,8 %	1250/1359	91,9 %	41,1 %	20%
I.P.4.3.b.	% des femmes qui ont déjà participé aux débats communautaires (Hommes et femmes)	630/1326	63,1 %	1190/1359	87,6 %	24,5 %	65%
	Répartition par sexe :						
	- Femmes	232/630	36,8 %	604/1190	50,5 %	13,7 %	
	- Hommes	398/630	63,1 %	586/1190	49,2 %	-13,9 %	
	% des femmes qui attestent avoir déjà exprimé leurs opinions librement dans les débats communautaires (Hommes et femmes)	472/1326	36 %	1013/1359	75,5 %	39,5 %	65%
	Répartition par sexe :						
	- Femmes	145/472	36 %	510/1013	50,3 %	14,3 %	
	- Hommes	327/472	69 %	503/1013	49,7 %	-19,3 %	

Commentaires :

